

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 8 SEPTEMBRE 1978 — N° 743

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## La difficile rentrée d'E. Maire

C'est dans une Mutualité à peine remplie que le secrétaire général de la CFDT a prononcé son discours de rentrée. Pendant une heure et demie, Edmond Maire a tenté de convaincre les militants rassemblés que le changement brusque baptisé «politique des négociations tous azimuts» intervenu dans la ligne confédérale, avait permis de remporter des succès. Et d'énumérer une liste de points de détail ou de contre-vérités flagrantes.

Nombre de militants cédétistes n'ont pas avalé les couleuvres d'Edmond Maire, l'interrompant à plusieurs reprises à coups de sifflets, ou lui criant lorsque son délire négociateur atteignait le paroxysme : «A l'Élysée, à l'Élysée...»

Le plus haut responsable de la CFDT a tout de même eu du mal à articuler son discours par moments : juste en face de la tribune, dans la salle, une banderole était déployée : CFDT-BNP pouvait-on lire sur le calico. Cette grosse section dissoute parce qu'elle n'était pas dans la ligne...

Lire en page 6

## LES BOUSSAC SUR LE PIED DE GUERRE

- Un homme des Willot retenu par les travailleurs
- Grève générale très suivie mercredi



Le directeur des Filatures et Tissages de Nomexy (une des sociétés de l'ex groupe Boussac) retenu par les travailleurs de Vincoy :

L'arrêt de la production, la grève totale avec occupation dans certains cas dans la plupart des usines Boussac de la vallée de la Moselle :

Telle a été la réponse mercredi, des travailleurs du groupe textile, à la confirmation du plan de chômage (1 500 licenciements) des Frères Willot, devant les comités d'entreprise. Jeudi matin, à 10 h 30, Largimeaux, le directeur de Boussac était toujours retenu ; la grève continuait à Nomexy, Igney où les travailleurs des équipes du matin de ces usines attendaient leurs camarades des équipes d'après-midi, pour envisager la suite à donner à l'action.

Les Dalton du textile pensaient faire accepter facilement leur soi-disant plan de reconversion. Les actions de ces dernières 48 heures montrent que ce ne sera forcément pas chose facile : les «Boussac» maintiennent leur vigilance 8 jours après la rentrée !

Lire en page 12

## LA LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS CONTRE LA SONACOTRA

### TROIS RESIDENTS EXPULSES D'UN FOYER PAR LA POLICE

Lire nos informations en page 6

## FOUGÈRES

### Le tort d'être chômeuse... et de se révolter

Fougères, 30 septembre 1975 : Christine Mochon, 17 ans, est blessée à vie par les flics. Septembre 1978 : le tribunal de Rennes la rend en partie responsable de ce qui lui est arrivé.

Lire en page 7

### Zimbabwe : la déroute des racistes

Suite de l'interview exclusive d'Eddison Zvobgo, membre du Comité Central de la ZANU

Lire en page 2

### Camp David : la prière

A Camp David, rien ne filtre des difficiles négociations sur le Proche-Orient. Carter a lancé un appel à la prière... Depuis la visite de Sadate à Jérusalem, Bégin n'a cessé d'aggraver la colonisation des territoires occupés.

Lire notre dossier page 10

### Démantèlement des PTT

Service public :  
la fin d'un mythe

Lire en page 5  
la suite de notre enquête

### Terrin : vers la liquidation

La journée de jeudi va-t-elle être marquée pour les travailleurs de Terrin par la mise en liquidation de leur entreprise ? C'est du moins la rumeur qui s'est répandue mercredi. Le matin, les ouvriers avaient une nouvelle fois rejeté le plan Fournier.

Lire en page 12

### Pain : petite hausse grande inflation

Lire notre enquête page 8

# Zimbabwe : les combattants de la liberté contre les plans impérialistes



La situation militaire est excellente

Après qu'Eddison Zvobgo nous ait expliqué comment le «règlement interne» de Smith a complètement échoué, nous lui avons demandé de faire le point sur la situation militaire.

E.Z. : «La situation militaire est bonne, à tel point que nous sommes persuadés que nous allons renverser le régime et reprendre possession de notre pays l'année prochaine.

## 80 % de la population dans les zones libérées

Il y a trois sortes de régions au Zimbabwe aujourd'hui. D'abord celles dont nous avons le contrôle absolu. En particulier les «zones tribales» où se trouvent 80 % de la population africaine. Dans ces régions, nous avons instauré notre pouvoir politique depuis deux ans, avec des institutions administratives et judiciaires. Nous avons consolidé cela toute cette année, en organisant des milices populaires, en entraînant militairement les paysans, en intensifiant l'éducation politique, en édifant les structures politiques et militaires du Parti. Nous avons fait en sorte que nos forces deviennent les forces du peuple, vivant avec lui, travaillant avec lui, le défendant.

Le régime s'est complètement enfui de ces zones.

Ses troupes n'y entrent plus. Alors, Smith dit que dans ces zones, il y a un cessez-le-feu. Bien sûr ! Si nous n'avons personne en face de nous à combattre ! Ce qui nous intéresse, c'est de construire des institutions, ce n'est pas de combattre. Smith prétend qu'il y a des régions où ses forces et la guérilla vivent côte à côte, pourquoi pas ? Nous menons une guerre de guérilla, nous n'irons pas les chercher ! Nous combattons si les forces réactionnaires tentent de se placer entre le peuple et nous. S'ils nous laissent tranquilles, notre but à nous est de construire le pouvoir du peuple. En fait, le régime reconnaît l'existence du pouvoir du peuple dans ces régions : ses forces ne peuvent plus y pénétrer sans notre autorisation.

## «Évacuez vos enfants»

La deuxième catégorie, ce sont les régions contestées, surtout autour des villes. Là, on trouve de grandes fermes des colons blancs. Nous y avons intensifié la guerre, les fermiers n'y dorment plus. En novembre, ils vont les abandonner. Nous les avertissons d'évacuer leurs femmes et leurs enfants dans les villes. Tous ceux

qui veulent sauver leur famille doivent obéir à nos directives qui sont «Évacuez vos femmes et vos enfants ! Nous ne voulons pas qu'ils soient blessés». Si le fermier veut rester, qu'il entoure sa maison de sacs de sable ! Nous lui souhaitons bonne chance... Car nous avons l'intention de libérer ces zones cette année.

## Solidarité

Pour toute proposition d'aide aux réfugiés et aux combattants du Zimbabwe (par exemple : fonds médicaments, matériel scolaire, semences...) s'adresser au Comité Zimbabwe, 15 rue Marcheron, 92 170 Vanves CCP 17-532 56 U Paris.

Le comité Zimbabwe diffuse également Zimbabwe News, organe central de la ZANU, traduit en français. Vous pouvez passer vos commandes à la même adresse.

## Les racistes n'ont plus le moral

Oui, les opérations progressent dans ces zones. Les forces du régime ont perdu toute volonté de combattre. Leur moral est au plus bas puisque, de toute façon, il y aura un régime noir. Ils ne savent pas pourquoi ils combattent. Ça n'a pas de sens de demander à un Anglais de mourir pour que Chirau, Muzorewa et Sithole soient au pouvoir. Ils ne font pas de différence entre eux et le Front patriotique. Qui peut vouloir être le dernier à mourir pour cette cause ?

Les mercenaires, les forces du régime n'ont plus qu'un but : c'est survivre.

Si nos combattants les attaquent, et qu'ils se replient lentement dans la brousse, les forces de Smith n'osent plus les poursuivre. Ils ont peur de tomber dans une embuscade, ils croient qu'il y a un combattant derrière chaque arbre. Ils ne nous poursuivent plus. Notre état-major a été très surpris quand nous avons lancé une offensive dans ces zones, et que nous avons constaté qu'ils ne combattaient pas. D'abord, l'état-major a pensé que c'était une manœuvre. Puis on a compris qu'en fait ils n'avaient plus du tout le moral.



Intensifier l'éducation politique.

## L'assaut final

Enfin, il y a les zones urbaines proprement dites. Nous arrivons là où l'ennemi vit. Vous savez, 55% environ des colons vivent à Salisbury et 30 % à Bulawayo. Tout le reste est éparpillé dans tout le pays. Les combats dans les zones urbaines seront la phase décisive et ultime. Nous faisons des préparatifs pour mener le combat dans les zones urbaines dès cette année. Nous voulons qu'elles soient isolées, encerclées et nous espérons que l'effet psychologique de l'encercllement donnera des résultats positifs.

Nous avons dès maintenant des dépôts d'armes, des combattants dans les villes. Ils ne se découvrent

pas encore pour des raisons psychologiques et stratégiques. Cette année sera la plus dure que l'ennemi a jamais connue.

La conséquence de tout cela, c'est que des milliers de colons s'enfuient. Le régime lui-même le reconnaît. Mais nous, nous souhaitons qu'ils restent. C'est leur pays tout autant que le nôtre. Ce que nous leur demandons, c'est de nous aider à supprimer le système raciste. Quand on en reviendra à une situation normale, ils verront que ce qu'ils craignaient n'existe pas (...). Ils peuvent rester dans le cadre du nouvel ordre politique, économique et social. Sans aucun privilège d'aucune sorte.

Leurs droits seront assurés, non pas en tant que blancs, mais en tant qu'êtres humains, citoyens du Zimbabwe.

Si je devais résumer la situation de la guerre, je dirais que nous avons confiance, la situation militaire est excellente. Nous avons consolidé nos zones libérées, nous menons l'offensive dans les zones contestées. Et nous nous préparons à la lutte à l'intérieur des dernières citadelles du pouvoir colonial.

Nous avons ensuite demandé à E. Zvobgo des informations sur ce que la presse internationale, en particulier anglo-saxonne, a qualifié de «crise» ou de «lutte pour le pouvoir» au sein de la ZANU. Le responsable à l'information de la ZANU nous répond qu'au fur et à mesure que la lutte se développe, de nouvelles contradictions apparaissent. De plus, c'est une des tactiques de l'ennemi d'infiltrer le mouvement de libération. De tels phénomènes sont apparus dans d'autres mouvements.

E.Z. — «Les problèmes

que nous avons rencontrés en janvier n'avaient rien à voir avec la conduite de la guerre. Certains camarades ont vu approcher la victoire. Leur projet n'avait aucun sens pour personne, ni dans l'état-major, ni dans le Comité central, ni pour aucun combattant. Quand nous avons constaté que ces camarades étaient saisis de la «fièvre qui précède la victoire», nous les avons rappelés à l'ordre. Nous pensons qu'ils doivent être rééduqués. C'est un incident qui a été complètement réglé en un peu plus d'une semaine. Il ne s'agissait que d'une petite clique dans le Comité central.

Dans la ZANU, la lutte pour le pouvoir n'a pas de sens. Le pouvoir réside dans toute l'organisation. Aujourd'hui, le Comité central est à cent pour cent derrière Robert Mugabe, les forces armées et la ZANU toute entière sont derrière le Comité central. Alors, nous sommes vraiment surpris de l'importance donnée à cet incident par la presse britannique qui a parlé d'«instabilité continue dans la ZANU».

## Indépendance et soutien international

Enfin, nous avons demandé à Eddison Zvobgo le sens des nombreux voyages qu'a effectués Robert Mugabe ces derniers mois. Il nous trace un tableau impressionnant des activités diplomatiques de la ZANU depuis mai. Robert Mugabe a effectué une vaste tournée qui l'a mené successivement en Éthiopie, en Syrie, où il a rencontré le président syrien et la direction de l'OLP, puis au Pakistan, en Chine, en République populaire démocratique de Corée, au Vietnam, puis après le sommet de l'OUA, à Cuba et en Algérie.

Le responsable à l'information de la ZANU souligne que cet élargissement des relations internationales de son organisation n'est pas du tout contradictoire avec sa détermination à compter avant tout sur ses propres forces.

E.Z. — «Toute cette activité internationale n'altère nullement la ligne politique de la ZANU. Nous restons très fermement attachés à notre principe de base : «Nous sommes nos propres libérateurs». Nous ne demandons pas, nous ne demandons jamais à aucun de ces pays de nous fournir des hommes. Car, pour cette guerre, nous avons plus d'hommes que nécessaire... Ce que nous leur demandons, c'est davantage d'armes. Notre vision reste claire : nous ne serons l'instrument de personne, nous n'accepterons aucune influence concernant notre interprétation de notre réalité concrète au Zimbabwe. Mais nous pensons qu'il est important de renforcer nos relations avec nos alliés naturels.»



Le conseil des ministres

# Augmentation des taxes sur l'alcool, le tabac, l'essence, la vignette, les timbres fiscaux...

Le déficit du budget pour 1979 sera de 15 milliards de francs, contre 27 milliards prévus pour 1978. Cette résorption partielle du déficit a pour corollaire une pression fiscale accrue.

— Augmentation des taxes sur l'alcool, le tabac, l'essence, la vignette, les droits de timbre sur les papiers administratifs (cartes grises, carte d'identité, carte de séjour pour les immigrés, permis de chasse). Le gouvernement a renoncé à la création de la vignette auto-radio, qui avait été envisagée.

— Limitation des abattements forfaitaires de 10 % pour frais professionnels et de 20 % pour les salariés ;

— Augmentation pour les tranches les plus hautes.

— Les indemnités journalières de Sécurité Sociale (maladie, accident, maternité) deviendront impossibles ;

— Accroissement des

droits d'enregistrement pour la vente de résidences secondaires.

— Aggravation de l'imposition des signes extérieurs de richesse pour les fraudeurs.

Le gouvernement a prétendu d'autre part proposer des mesures pour résorber le chômage. Ces mesures consistent d'abord en des cadeaux aux patrons : c'est la création d'un fonds spécial d'adaptation industrielle, doté de 3 milliards de francs, qui serviront à faire des prêts avantageux aux entreprises prévoyant des investissements créateurs d'emplois.

Ensuite, des mesures visant à répartir la pénurie :

— Un programme de création d'emplois d'utilité collective,

— L'aménagement du temps de travail que le gouvernement engage patronat syndicats à négocier ;

— La création d'un sta-

tut du travailleur à temps partiel ;

— En ce qui concerne l'indemnisation des chômeurs, le gouvernement invite les syndicats et le patronat, qui en discutent actuellement, à conclure un accord rapidement. Il propose une indemnité différentielle pour les chô-

meurs qui retrouvent un emploi moins payé.

Précisons enfin que le gouvernement consultera les organisations syndicales et les partis politiques, y compris ceux de l'opposition. On va donc assister prochainement à un défilé de visites chez le ministre du Travail



## Le RPR et la politique gouvernementale sur l'emploi

# QU'AVEZ-VOUS FAIT, M. CHIRAC, DE JUIN 74 A SEPTEMBRE 76 ?

● Alors que les chiffres du chômage continuent à galoper, tous les partis bourgeois y vont de leur petite solution pour endiguer ce fléau dans le cadre du régime capitaliste.

Mais, sur les remèdes à y apporter, on constate entre eux des divergences.

Même la droite ne parvient pas à dégager sur ce point précis un accord. Plusieurs fois par semaine, *La Lettre de la Nation* organe du RPR fustige le gouvernement tout particulièrement pour sa politique dans ce domaine.

Le 9 juillet, Chirac déclarait « qu'on ne se contente pas de répondre à nos suggestions par des mots d'esprit, en nous taquant de démagogie ». En fait, Barre avait déjà répondu à la principale proposition du RPR : la relance. « C'est bête », avait dit Barre un jour dans une interview à *l'Expansion*. En fait, le gouvernement est contre car il considère que la relance est inflationniste. Pour sa défense, le gouvernement peut citer l'exemple de la RFA qui en 1975 avait tenté cette solution mais avait dû faire machine arrière car loin de dépenser le léger supplément qu'ils recevaient, les ménages allemands sans doute inquiets de la crise, préféraient épargner... ce qui en économie capitaliste est récessionniste et donc peu créateur d'emploi. Chirac ne manque pas de rétorquer qu'en 75 « sous la présidence de Giscard d'Estaing », son plan de relance avait, selon lui, permis la création de

400 000 emplois et de limiter les tendances inflationnistes. Limitation toute relative puisque quand il est parti le taux était à 9 % l'an officiellement. Bref, l'accord ne se fait pas sur ce point capital.

### CHIRAC EN VEUT « PLUS »

Sur les autres propositions du RPR, en revanche, il n'y a pas de réel désaccord. Généralement le RPR se contente d'en réclamer « plus ». « Il faut absolument revaloriser le travail manuel », déclarait Dechartre, secrétaire adjoint du mouvement il y a quelques jours. « Pas simplement en mots » ajoutait-il.

La panoplie des mesures proposées par le RPR compte aussi la politique raciste qui vise à faire porter la responsabilité du chômage à la fraction immigrée de la classe ouvrière. « Il y a aussi le problème immédiat de ne pas laisser les nations pauvres

Bien qu'on ne connaisse pas encore les réactions du RPR aux décisions arrêtées par le Conseil des ministres, il faut s'attendre à ce qu'elles soient une nouvelle illustration de la guerre que se mènent les deux clans de la droite. *Le Figaro* quotidien proche du RPR ne déplorait-il pas que le mouvement de Chirac ne dispose pas du droit de réponse à la « communication » que faisait Boulin, mercredi à la télévision. On savait que Chirac contestait la politique de l'emploi du 3<sup>e</sup> gouvernement Barre mais on ne savait pas encore qu'il se considérait dans l'opposition...

exporter le chômage », précisait Dechartre dans la même intervention à RMC. On se souvient déjà que Chirac du temps où il tenait les rênes du pouvoir déclarait à la télévision qu'« un pays dans lequel il y a trois millions d'immigrés n'est pas un pays dans lequel on peut dire qu'il y a du chômage ».

Stoléru n'a pas attendu ces suggestions pour limiter l'immigration de manière draconienne ; on n'a pas constaté de diminution du nombre des chômeurs tant s'en faut...

Enfin, le RPR propose « comme action à long terme » : la formation professionnelle. Là aussi, force est de constater que Barre a mis en place les « contrats emploi formation pour les jeunes ». « Ce n'est pas de la formation professionnelle » direz-vous à juste titre. Et pourtant Chirac comme Barre les considéraient comme tels. Le seul reproche fait au gouvernement réside dans « la trop petite échelle » à la-

quelle cela a été mis en place.

### CHIRAC N'EST PAS MIEUX PLACÉ QUE BARRE

Une grande divergence, la relance, et finalement beaucoup de convergences. A cette réserve prêt que Chirac en veut « plus ».

Pour être tout à fait complet, il faut signaler que Chirac reproche souvent à Barre de prêter trop d'attention au taux d'inflation (si vraiment !) et pas assez à l'homme, c'est-à-dire notamment à son emploi. Belle polémique qui ne peut faire oublier que du temps de Chirac on avait déjà le chômage (celui-ci a cru de 53 % entre juin 74 date de son arrivée et septembre 76 date de son départ) mais aussi l'inflation 9,5 % à l'arrivée de Barre. Il est vrai que Chirac avait une politique « volontariste ».

François MARCHADIER

## Négociations sur l'indemnisation du chômage

Ce mercredi, syndicats et patronat ont repris les négociations sur l'indemnisation du chômage, qui avaient commencé début juillet. L'Unedic, qui gère l'indemnisation complémentaire du chômage, risque si le système actuel est maintenu en place, de se trouver début 1979, confrontée à un déficit important.

Le CNPF a fait mercredi cinq propositions :

— Une majoration de l'allocation de 35 % ;

— Rendre dégressive l'allocation supplémentaire d'attente (les 90 %) ;

— Verser un cinquième trimestre aux chômeurs licenciés dans des régions connaissant une situation économique difficile ;

— La prolongation de l'accord sur la pré-retraite volontaire ;

— La demande d'une aide supplémentaire de l'État.

Des propositions qui ne permettent en rien de prévoir une indemnisation réelle du chômage, mais qui consisteraient plutôt à déshabiller l'un pour habiller (mal) l'autre. L'attaque porte contre l'indemnisation à 90 % dont le CNPF propose que le taux soit progressivement diminué.

La CFDT, pour sa part, propose de renoncer aux 90 % lorsque le salaire brut était supérieur à 3 100 F. En échange, l'allocation d'aide publique serait fixée à 50 % du SMIC (soit le double de ce qu'elle est actuellement) et de supprimer les clauses restrictives, concernant notamment les jeunes sans diplômes et les femmes à la recherche d'un emploi.

## L'Union de la gauche va mieux

Le 17 septembre prochain, les électeurs du canton de Cambrin dans le Pas de Calais, sont convoqués aux urnes pour élire un successeur au conseiller général PCF Lucas décédé fin juillet. Nul n'aurait songé à parler de cette élection s'il ne s'y préparait une situation cocasse : en effet, il n'y a que deux candidatures en présence, celle du PCF et celle... du PS. Pour leur part, RPR et UDF ont renoncé à se présenter soulignant notamment que ce siège serait à nouveau disputé aux cantonales du printemps 79. Le PCF au nom de la clarté et de l'union (sic) a demandé au PS de retirer son candidat « afin de déjouer le piège tendu par la droite ». « Sans aucun doute elle entend porter un nouveau coup à l'union de la gauche » ajoute le PCF local. Le PS ne semble pas décidé à s'exécuter car dit-il, dans la législative partielle de dimanche dernier, le PCF n'a pas hésité à nous opposer un candidat alors que c'est nous qui détenions le siège.

## Mitterrand à Neuves Maisons

### Le flou artistique du plan pour l'emploi du PS

Mitterrand avait voulu faire un « choix symbolique » en présentant mercredi soir à Neuves-Maisons les « propositions » du PS pour l'emploi. En fait de plan, c'est le vague le plus total. Après une attaque en règle contre la politique du gouvernement Barre, facile à faire, on nous annonce que la philosophie du PS en ce qui concerne l'emploi, c'est la reprise d'une croissance raisonnable. A part cela, de lointains objectifs sont fixés, tels que la planification démocratique, la véritable restructuration et autres réformes de structures, concepts capitalistes bien connus arrangés à la sauce social-démocrate.

Tout cela devrait permettre, selon Mitterrand, de parvenir à terme à la semaine de 35 heures. Le « à terme » n'indique pas la durée, ni combien d'emplois pourraient être ainsi créés. Pour les jeunes, on nous dit « qu'il y a mieux à faire que le pacte pour l'emploi » mais on ne dit pas quoi. On parle quand même de la 5<sup>e</sup> équipe pour les travailleurs postés ; à Neuves Maisons, difficile de ne pas parler des revendications des sidérurgistes. Mais là encore, pas d'indications sur les moyens de l'obtenir.

Le « plan » du PS pour l'emploi se résume finalement à quelques thèmes flous qui ne se différencient pas sur le fond des « solutions » capitalistes.

REVUE  
POLITIQUE ET  
THÉORIQUE  
DU PARTI  
COMMUNISTE  
RÉVOLUTIONNAIRE  
Marxiste-LéninisteFRONT  
ROUGEQuel front construire  
aujourd'hui ?Les diverses composantes  
du mouvement écologisteCentralisme démocratique :  
sens d'un débat

3

NOUVELLE SÉRIE

Le numéro 20 F - passez vos commandes à  
Front Rouge - BP 68 - 75 019 Paris

## Au sommaire

## Editorial

Les divers composantes  
du mouvement écologisteCentralisme démocratique :  
Sens d'un débat

Quel front construire aujourd'hui

A propos de la théorie des 3 mondes (fin)

## Mao Tse Toung :

«Discours à une conférence de travail élargie  
convoquée par le Comité Central  
du Parti Communiste Chinois»  
(30 janvier 1962)

Après les élections législatives

## PCF :

Tardives tentatives de séduction

## Seine Saint-Denis :

Une politique municipale et départementale  
partisaneLa conception du rapport entre  
démocratie et délégation :1<sup>ère</sup> partie : Sous la révolution bourgeoise de 1789  
et pendant la Commune de ParisL'Argentine à l'heure de la  
Coupe du MondeQUELQUES COURTISANS  
A L'ÉLYSÉE

Giscard se prépare «pour le troisième millénaire». C'est du moins ce qu'il a annoncé récemment dans une de ses interventions «en direction du peuple français». Poursuivant toujours le même objectif, il a cette fois décidé de consulter la fine fleur de l'intelligentsia française. Jeudi, il devait en effet déjeuner avec quelques intellectuels...

Bien que l'Élysée se soit refusé à communiquer la liste des invités, celle-ci est

néanmoins connue maintenant. Il y a d'abord un certain Philippe Nemo, professeur de philosophie et producteur à France-Culture. Pilier de la réunion c'est lui l'entremetteur qui a invité Maurice Clavel, Georges Duby, Claude Lévy-Strauss, Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann. Les deux derniers sont connus pour être les promoteurs de ce qu'il est convenu d'appeler «la nouvelle philosophie». Toutefois, Glucksmann, dans un petit article paru

dans *Le Monde* du 6 septembre, faisait savoir qu'il déclinait l'invitation. Pour cela, il avance plusieurs raisons : l'interdiction de séjour de Cohn-Bendit, le refus de Giscard de recevoir le dissident soviétique, Andreï Amalrik et l'annulation de l'émission «Tribune libre» au cours de laquelle Glucksmann voulait faire parler trois autres dissidents. Le même jour en effet Brejnev était reçu à l'Élysée. Autant de raisons qui justifient, écrit Glucksmann, qu'il se refu-

se à devenir «poète de cour».

Maurice Clavel en revanche, devait le lendemain dans un article du même journal, annoncer qu'il se rendrait à l'invitation de l'Élysée, bien qu'il ait «contre le gouvernement de Giscard d'Estaing plus de grief qu'en a exprimé André Glucksmann». Mais, dit-il, «la mondialité du thème de la discussion et sa non-mondanité l'intéressent». Les courtisans existent encore.

## Fabre courageux ?

Selon la minorité du MRG, en acceptant une mission des mains de Giscard «Fabre dérange le jeu politique dont les Français viennent encore de démontrer, lors des dernières élections, qu'ils en étaient lassés». On peut faire confiance à ces messieurs : quand ils évoquent le jeu politique, ils savent de quoi ils parlent. Stoléru d'ailleurs, est tout à fait de cet avis ; le Secrétaire d'État à l'emploi estime que Fabre «avait fait preuve de courage en acceptant cette mission». Par la même occasion il a d'ailleurs avoué que ni Fabre ni lui-même n'avaient de solution à apporter à ce fléau : «Il n'existe aucune solution simpliste et miraculeuse. Nous n'en attendons ni de M. Fabre, ni de nous-mêmes sinon ça se saurait». On le savait.

## UDF = PR ?

Le PR tient à son tour depuis le 2 septembre, et jusqu'au 8 septembre son université d'été à Nice.

Un certain nombre de divergences entre d'une part le secrétaire général actuel du PR, Jacques Blanc et d'autre part le ministre de la Jeunesse et des Sports par ailleurs fondateur de l'UDF, J.P. Soisson, y voient le jour. La différence de point de vue passe notamment sur le rôle que doit jouer l'UDF à l'avenir. Pour Blanc, le développement du PR semble plus compter que celui de l'UDF.

Soisson au contraire a affirmé que l'UDF devait être en 81 ce que les *Républicains Indépendants* étaient en 74 au moment de l'élection de Giscard. Il est probable que l'orientation que veut impulser Soisson conviendra assez mal aux autres composantes de ce regroupement qu'est l'UDF...

Ancienne dirigeante  
PS à l'Élysée

L'ancienne dirigeante de la commission féminine de la SFIO Jeannette Brutelle-Duba qui fut également membre du comité directeur du PS de 69 à 73 et qui anime le «Club Louise Michel» devait être reçue jeudi par Giscard. Cette dame s'était présentée sous l'étiquette du PSD aux dernières élections législatives. Certes la prise est un peu moins grosse que celle que représentait Fabre, pourtant elle-même pas bien difficile mais c'est là les hasards de la pêche à la ligne : on ne fait pas que des grosses touches.

XX<sup>e</sup> anniversaire  
de la V<sup>e</sup> Constitution

Mardi, quelques uns des rédacteurs de la constitution de la V<sup>e</sup> République ont fêté le XX<sup>e</sup> anniversaire de celle-ci. Dans les couloirs du ministère de la Justice Debré, Peyrefitte, Raymond Janot, Michel Aurillac et François Luchaire (membre à l'époque du Conseil Constitutionnel et actuel responsable du MRG) étaient présents. Des interventions divergentes ont été prononcées sur la question de savoir si l'instauration de l'élection présidentielle au suffrage universel en 62, modifiait l'esprit dans lequel celle-ci a été rédigée en 58.

## LA RENTRÉE DES PARTIS

## Le RPR : horizon 81

● Ce n'est pas sur le RPR que sont branchés les feux de l'actualité, pas plus en cette rentrée que ce ne fut le cas pendant les vacances. Pourtant, les chiraquiens ne restent pas inactifs, loin de là. Après avoir ajusté leur politique aux conditions nouvelles nées de la défaite de la gauche, ils s'engagent dans une double direction : d'une part, la structuration de leur parti, et d'autre part la préparation des échéances électorales à venir. Chirac, pour sa part, tente d'améliorer son image de marque, tout en cherchant à définir des rapports nouveaux avec le gouvernement.

Paradoxalement, si l'on a peu parlé du RPR pendant ces vacances, on a beaucoup parlé de Chirac. Du 18 au 23 juillet, il a fait une tournée très remarquée en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie. A la fin du mois d'août, à l'occasion de l'anniversaire de la libération de Paris, il a reçu les maires de New York et de Moscou. Dans les deux cas, une même volonté de sa part, celle d'obtenir une audience internationale nécessaire à ses ambitions. Cette audience internationale est une des phases du plan chiraquien pour 1981, le candidat du RPR aux présidentielles de 1981 se devant d'être reconnu, et apprécié — l'espère-t-il — dans le monde.

Une autre phase de cette préparation aux présidentielles, c'est l'existence d'un

parti structuré, capable de supporter les ambitions de son chef.

De ce point de vue, l'appareil tourne maintenant, sous l'impulsion du nouveau secrétaire général Devaquet. Chaque jour, l'organe du RPR, *La Lettre de la Nation*, fait état des réunions multiples des secrétaires départementaux, secrétaires régionaux, action féminine, AOP, etc. Quant à savoir ce qu'il y a à l'intérieur de ces structures-là, c'est autre chose. Au mois de mai dernier, le RPR se fixait pour objectif d'atteindre le million d'adhérents. Depuis cette déclaration, aucun chiffre n'a été publié.

UNE RENTRÉE PARLEMENTAIRE  
DÉLICATE

Ces objectifs à long terme — trois

ans ! — sont parmi ceux que militants et dirigeants du RPR ont en tête cette rentrée. Il y en a cependant d'autres, plus immédiats, comme par exemple la manière dont les chiraquiens entendent se situer par rapport au gouvernement. Comme par le passé, il leur faut à la fois soutenir le gouvernement giscardien, tout en se dédouanant de lui le plus possible. Exercice difficile. Aujourd'hui, le RPR s'en tire assez bien : tous les jours, c'est un flot de critiques continues contre le gouvernement Barre, aussi bien dans le domaine économique qu'en matière de politique extérieure. Mais le 3 octobre, s'ouvre la session parlementaire d'automne. Il faudra bien alors que les députés RPR, une fois de plus, fassent des choix : ou se dédire, et voter les propositions de loi gouvernementales, en matière de budget notamment, ou risquer l'ouverture d'une crise qu'ils ne souhaitent pas aujourd'hui.

Les journées parlementaires, du 27 au 29 septembre, auront à régler ce problème.

Enfin, dernier chapitre de la rentrée du RPR, les batailles électorales. Toujours

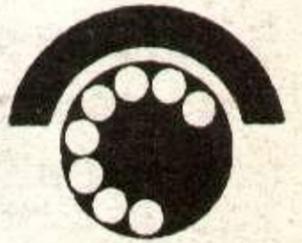
dans la perspective des élections présidentielles, il importe aux chiraquiens de maintenir, ou de développer, leurs assises électorales. Tout est bon pour cela : les partielles tout d'abord (où le RPR n'est guère brillant), les cantonales ensuite. Il faut savoir que le premier stage de préparation des candidats du RPR aux cantonales de mars 1979 s'est ouvert le 31 août à Paris. Voilà qui en dit long sur la volonté du RPR de ne pas manquer l'échéance.

Reste l'élection européenne. Si elle n'est pas officiellement à l'ordre du jour de la rentrée de Chirac, elle n'en suscite pas moins de remous. Entre la position intransigeante d'un Debré, qui a déjà commencé sa campagne contre l'Europe, et la position de certains députés qui veulent aller encore plus loin dans la construction de l'Europe, il y a un arbitrage difficile à rendre. Cela aussi fait partie des tâches de rentrée de Chirac.

N. DUVALLOIS



## Le démantèlement des PTT, «service public» : la fin d'un mythe



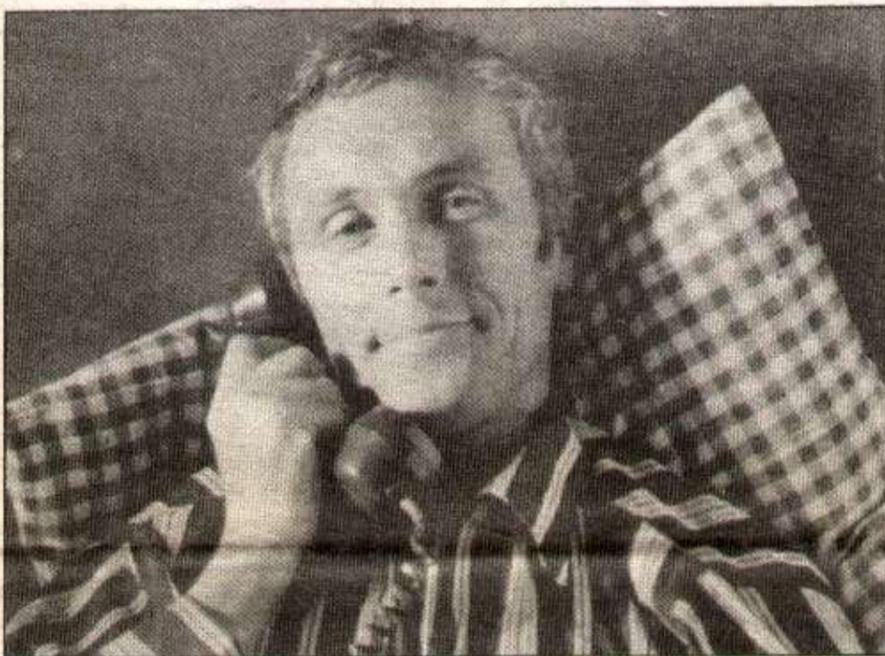
### 3 - Pourquoi le «privé» ?

● Le rapport Nora, publié il y a quelques mois, insiste sur la rentabilisation des PTT. Mettre d'un côté les Postes et les Services financiers (CCP, Caisse Nationale d'Épargne), malades d'un déficit chronique qui fait pourtant le bonheur des grandes entreprises, et de l'autre côté les Télécoms, voilà l'objectif. Les télécoms, c'est un peu la partie mystérieuse des PTT, mis à part le téléphone. Mais

pour les entreprises et les banques, le développement de l'informatique a ouvert des perspectives nouvelles dans les télécoms. D'énormes capitaux sont en jeu, puisque les télécoms sont le premier investisseur de France ! Dans ce troisième article, nous examinons les différentes raisons qui poussent les experts gouvernementaux à préconiser la cession de ce secteur au privé...

Par Monique CHERAN

### «Téléphoniquement vôtre...»



«Peut-être souhaitez-vous déplacer vos appareils au gré de vos besoins ? Vous pouvez alors demander que soient posées des prises téléphoniques dans certaines pièces de votre habitation... Mais si vous préférez téléphoner aussi de votre chambre, sans déplacer votre combiné, les télécommunications peuvent vous installer un ou deux appareils supplémentaires.»

C'est ainsi que s'adresse la direction des Télécoms à ses abonnés. Elle propose aussi des postes de différentes couleurs. Tout cela, bien sûr, avec quelques taxes supplémentaires. Vous voulez un téléphone extra-plat, avec le cadran encastré entre l'écouteur et le micro ? Ça existe aussi ! Bientôt, grâce à

l'électronisation du réseau, vous pourrez ajouter à votre téléphone toute une série de gadgets et accessoires nouveaux. Vous pourrez peut-être voir votre correspondant sur un écran-télé, ou savoir combien fait racine carrée de n'importe quel chiffre, par un simple coup de téléphone ! Ce marché, appelé «péritéléphonie» est en pleine extension, et possède un débouché très ouvert, celui des ménages. Pour les firmes qui fabriquent ce matériel, c'est une nouvelle source de profits importants !

Mais le téléphone a trouvé des implications encore bien plus vitales pour toute une série d'entreprises, sur la base d'une liaison téléphone-ordinateurs : la télé-informatique. Au départ, ces liaisons n'avaient pas

de réseau spécifique. Mais avec leur développement numérique et une complexité de plus en plus grande, les télécoms ont mis sur pied des réseaux spécifiques.

Parmi les plus gros utilisateurs de ces réseaux, les banques. Voici par exemple comment fonctionne le réseau «Caducée» : «Les informations sont enregistrées, dans la journée, au fur et à mesure des opérations, sur une bande magnétique. Le soir, l'agence appelle l'ordinateur central, par l'intermédiaire de Caducée, et les informations contenues sur la bande sont transmises à 4 800 ou 9 600 bits seconde (le bit est l'unité du signal électrique). En retour, l'ordinateur envoie, sur un listing, les avoirs des comptes et la mise à jour des fichiers.»

Pour résoudre un problème spécifique au Crédit Lyonnais, les télécoms n'ont pas hésité à mettre sur pied un autre «service», Transpac. Mais avec le dernier né de la série, Transpac, un bond a été franchi, du point de vue de la complexité : les informations sont accompagnées d'informations de service, qui permettent de les acheminer vers la bonne destination, et cela à très grande vitesse.

Inutile de dire que, tant du point de vue de la recherche que des investissements, les sommes mises en jeu sont considérables !

## Télécoms, ITT, CGE et les sociétés de financement

L'industrie des Télécommunications représente 20 % de la branche des constructions électriques et électroniques. La croissance de son chiffre d'affaires est nettement supérieure à la moyenne, en France. Pour l'année 72 : + 18 %. Les PTT jouent un rôle très important dans cette croissance, à tous les niveaux.

Le premier fournisseur des Télécoms, c'est le groupe américain ITT, par ses filiales en France : LTT, LMT, la CGCT. En gros, les ventes d'ITT aux PTT lui rapportent au moins 40 % de son chiffre d'affaires en France.

Pour le groupe français CGE, c'est aussi 40 % de son chiffre d'affaires qui est réalisé grâce aux PTT. Ses filiales couvrent l'ensemble du secteur des télécommunications. La plus importante est la CIT Alcatel, suivent les Câbles de Lyon et la Téléic.

En fait, un nombre très restreint d'entreprises fournissent les PTT. Chaque constructeur est en fait protégé, et assuré de sa part de commandes. Cette situation de quasi monopole a permis à des entreprises de fixer des prix extrêmement élevés, et de développer ainsi d'autres

secteurs de leurs activités. Il faut noter au passage que les Télécoms ont financé une partie énorme de la recherche de ces entreprises.

Mais ce n'est pas tout. Car, au fur et à mesure que les investissements augmentent, la part du financement privé augmente aussi. Dans les Télécoms, la part des investissements financés par des capitaux privés arrive en moyenne au tiers des réalisations fixées par les crédits budgétaires. Ce financement se fait par des sociétés de financement.

En fait, avec ce système, l'administration n'est même plus vraiment propriétaire de son matériel. Et qui détient le pouvoir de décision, dans la mesure où les capitaux privés jouent un rôle important ?

Des deux côtés, que ce soit au niveau de ses fournisseurs en matériel ou des ses bailleurs de fonds, les Télécoms sont soumises aux pressions du privé. Dans un secteur aussi rentable, quoi d'étonnant si ces entreprises aspirent à une complète privatisation ?



## La bataille du raccordement

«Raccorder» de nouveaux abonnés, et les raccorder vite, telle est la ligne fixée par la Direction Générale. Ces travaux sont en général faits par des entreprises privées, en sous-traitance. Il y a parfois des résultats étonnants. Par exemple, dans l'Yonne et dans le Cher, une ligne a été construite en double exemplaire ! Ailleurs, comme dans la Haute Loire, les marchés de raccordement sont passés au forfait, et de gré à gré, avec les entreprises qui dictent ainsi leur prix puisqu'il n'y a pas de concurrence.

Cette politique entraîne des risques : pour aller plus vite, gagner plus d'argent, on enterre des câbles à 20 ou 30 centimètres, ou même, pour éviter de creuser une tranchée, on immerge un câble dans le canal de l'Ourq, à Paris. Bien souvent, comme les mises en service sont faites sans révision des lignes, il arrive que le tiers des abonnés soit coupé pendant plusieurs semaines. Dans la région parisienne, quatre entreprises travaillant dans le même secteur, se sont volé les lignes pour réaliser leur quota, sans respecter le partage initial. Résultat,

chaque fois qu'une entreprise intervenait sur un câble, les abonnés étaient coupés ou permutés sur l'équipement du voisin. Les Télécoms, devant l'ampleur des dégâts, ont demandé à une cinquième entreprise de réparer les dérangements : elle a abandonné au bout de quinze jours !

Ces quelques exemples donnent une idée des sommes que peut rapporter le raccordement téléphonique aux entreprises qui obtiennent les contrats, et aux Télécoms elles-mêmes, par la perception de nouvelles taxes.

### De tous côtés, le «privé»

Depuis 1960, le privé a fait son entrée aux télécoms, d'abord par le début de la sous-traitance aux lignes. Deux ans plus tard, la sous-traitance s'étendait au montage. En 1969, le privé prenait pour lui les installations complexes d'abonnés.

En 1970 est créée la première société de financement privé des télécoms ; en 1972, une société d'économie mixte (Téléystème) qui s'occupe d'une partie de l'informatique aux télécoms, puis du réseau Transpac. En 1974, le service des abonnés absents est supprimé, une société d'économie mixte est créée (EGT) qui vend des répondeurs téléphoniques.

La liste est loin d'être complète. Mais Transpac, qui est donnée comme modèle à suivre, est significative du point de vue de l'évolution des télécoms : la société chargée de la vendre et de la construire est intéressée directement à sa gestion, puisqu'elle fait partie de la Société d'Économie mixte qui la gère.

## Sonacotra : 3 résidents expulsés d'un foyer par la police

Il était six heures du matin, mercredi, quand un huissier s'est présenté au foyer Sonacotra de Saint Ouen l'Aumône (Val d'Oise) où depuis quelques mois, les résidents font la grève des loyers. L'huissier n'était pas seul : deux cars de CRS et cinq estafettes de police l'accompagnaient. Les flics se sont empressés de déménager les affaires personnelles de trois résidents, un Algérien, un Sénégalais et un Français, absents de leurs chambres à ce moment-là. Ces trois travailleurs, actuellement au chômage, faisaient, aux dires de l'huissier l'objet d'une procédure d'expulsion prononcée par le tribunal.

Or, ni les travailleurs expulsés du foyer, ni le comité de résidents n'ont été mis au courant de ce procès où ils ont été condamnés «par défaut». De plus, depuis ce procès, à aucun moment l'huissier ne s'était présenté au foyer avant l'intervention policière massive de mercredi. On remarquera en tout cas que l'expulsion s'est déroulée au lendemain même d'une assemblée générale tenue au foyer ; mais le comité de résidents, qui s'est réuni immédiatement après l'expulsion est déterminé à ne pas céder à ces manœuvres d'intimidation et de répression.

## Racisme Chasse aux immigrés à l'entrepôt du printemps

Depuis un mois de nombreux travailleurs immigrés de l'entrepôt du Printemps à Saint Denis ont été victimes d'une vague d'arrestations. Placés en garde à vue et tabassés dans les locaux de la gendarmerie de Saint Denis, ils se sont vus extorquer des aveux concernant des vols qui auraient été commis à l'entrepôt. Ces arrestations arbitraires qui visent à créer un climat de suspicion, de délation et de racisme dans la partie de l'entreprise réputée la plus combative du Printemps sont vivement dénoncées dans un tract du Syndicat du Commerce de Paris CFDT, qui appelle à la création d'un comité de soutien. Une permanence est organisée dans ce but, le vendredi 8 septembre de 14 h à 17 h au Syndicat, 67 rue de Dunkerque 75 009 - Paris.

## Des douches pour les femmes... au Palais Bourbon

Mme d'Harcourt qui fit en son temps capoter les projets d'Hersant de lui prendre son siège essaye à nouveau de faire parler d'elle. Cette «féministe» convaincue lutte désormais pour une nouvelle cause dont nul ne pourra nier qu'elle est d'intérêt national : un salon de coiffure et des douches pour les femmes au Palais Bourbon comme il y en a déjà de luxueuses à ce qu'on dit pour les hommes. A la radio, où elle a été longuement interviewée, elle a déclaré : «Nous voulons un salon de coiffure et des douches qui nous soient propres».

### CONTAMINATION AU PLUTONIUM EN ANGLETERRE

Un cas de contamination au plutonium a été relevé jeudi dernier à la centrale de Windscale (Angleterre) et depuis, sept employés sont soumis à des examens de contrôle approfondis. Le 26 août, treize personnes avaient déjà été contaminées au centre nucléaire militaire d'Aldermaston, où sont produites les têtes nucléaires des fusées Polaris et les bombes H de la Royal Air Force.

### MEURTRE INEXPLIQUÉ A MENILMONTANT

Un ouvrier de 60 ans a été tué hier matin dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris dans des circonstances mal éclaircies. Au bout d'une impasse dominant sur la rue Sorbier elle s'est effondrée, touchée par une balle. Avant de succomber, elle aurait déclaré avoir vu deux hommes avec une carabine. Pourquoi l'ont-ils abattu ? C'est ce qui reste à découvrir, à moins d'admettre la thèse du crime «gratuit».

## QUESTIONS SYNDICALES

La rentrée de la CFDT : un meeting houleux

# LE «RECENTRAGE» PASSE MAL...

Edmond Maire se souviendra du meeting de rentrée de la CFDT mercredi après-midi, à la Mutualité ; rarement il aura été aussi contesté dans un meeting public. Avant même le début du rassemblement, plusieurs tracts mettant en cause les orientations récentes de la CFDT et la normalisation de certaines structures du Syndicat étaient largement diffusés, en particulier contre la suspension de la section BNP. Dans la salle aussi, une banderole, plantée bien en face de la tribune affirmait en gros caractères : «Pas de négociations à froid, seule la lutte paiera». Et il n'a pu échapper à personne la différence d'accueil faite aux représentants de travailleurs en lutte qui ont pris la parole au début du meeting, ceux d'Eternit dans les Yvelines, celles de chez Azur à Vincennes, et l'accueil plutôt tiède reçu par Edmond Maire quand il est monté à la tribune. A peine le dirigeant de la CFDT avait-il commencé son discours que les sifflets couvraient sa voix. Il venait de parler de la «recherche de négociations pour des résultats significatifs, même partiels», et de rappeler que la direction CFDT avait «annoncé la couleur en demandant une entrevue au président de la République». Et quand il entreprit de faire, par le menu, le bilan, positif selon lui, des négociations ouvertes ces derniers mois, des cris fusèrent : «A l'Elysée !».

«Rendre confiance aux travailleurs», c'est sur ce thème que débute le discours d'Edmond Maire. Comme si la classe ouvrière était sortie anéantie de l'échec électoral de la gauche ! Dix fois, il répète cette expression : «retrouver confiance». La solution, selon lui, c'est d'obtenir des résultats, même partiels, par le biais de négociations. «La CFDT a joué un rôle décisif pour obtenir l'ouverture d'un certain nombre de négociations. Cela était indispensable car la mobilisation des travailleurs ne dépend pas seulement d'une élaboration démocratique des revendications, mais aussi de la possibilité qui apparaît ou non de les voir déboucher. Il était donc indispensable, et cela le reste, que la confédération fasse le maximum pour rendre crédible l'obtention de résultats sur des thèmes prioritaires». On comprend que la direction confédérale est un peu inquiète de l'issue des négociations en cours. Car pour l'instant, malgré tous ses efforts pour en grossir les résultats, les faits ne l'aident guère à justifier sa nouvelle tactique : pour elle, obtenir des résultats par la négociation est la condition préalable pour relancer l'action revendicative. Visiblement, les choses sont inversées... et une bonne partie des militants refuse de suivre cette pseudo-thérapeutique. Et Edmond Maire en est réduit à maintenir, sous les sifflets, que les mesures en faveur de l'emploi des jeunes ont été améliorées que «dans la métallurgie, une négociation positive a eu lieu... sur les principes». Autant de contre-vérités qui sautent aux yeux des militants : si ces négociations ont pu paradoxalement jouer un rôle positif dans la mobilisation de telle ou telle branche, c'est précisément parce qu'elles n'ont rien donné ! Elles ont prouvé

A chaque fois qu'il parlera «négociations», il provoquera les mêmes réactions d'une bonne partie de la salle, plus particulièrement des PTT, des Banques, de l'alimentation, et du Val de Marne.

Quand il aborda la question du bilan de la période électorale, et redistribua une fois de plus les responsabilités, en accusant au passage les travailleurs d'avoir eu des illusions, on entendit dans la salle «c'est en mars qu'il fallait le dire». Quand, parlant de la nécessité de faire adhérer davantage de travailleurs, il dit : «à la CFDT ! Parce qu'on y écouterait ce que j'ai à dire», en réplique aussitôt fut scandé : «BNP ! BNP !». Et quand, enfin, il demanda : «Quelle va être notre politique d'action revendicative ?», on entendit des «Ah, Ah,» mi goguenards, mi interrogatifs...

Visiblement, les décisions prises par le Conseil National d'avril, concernant le fameux «recentrage» de la CFDT, passent de plus en plus mal, au niveau des militants. C'est une chose certaine pour la région parisienne, après ce meeting. Et il n'y a pas de raison de penser qu'ailleurs, les déclarations d'Edmond Maire auraient reçu un meilleur accueil. Il suffit d'imaginer l'effet qu'aurait produit les paroles de Maire sur les négociations, dans les Vosges, au moment même où les ouvriers venaient de séquestrer un patron...



Au meeting, quand Maire disait : «À la CFDT, parce qu'on y écouterait ce que j'ai à dire...» il entendit de la salle «BNP ! BNP !».

qu'une seule solution demeurerait, la lutte !

Pourtant, Edmond Maire réaffirme : «Le bilan de notre action depuis mars nous conduit donc à confirmer la validité de notre politique d'action. Et cela non pas en raison d'abord des résultats quantitatifs obtenus, mais parce que le réveil de l'action sociale succède à l'apathie, des débouchés revendicatifs apparaissent possibles, malgré la défaite de la gauche, la crise et la résistance patronale et gouvernementale».

On pourrait penser que des propositions pour l'action revendicative vont succéder à ce bilan truqué. Mais non. On repart sur l'échec de la gauche, qui pèserait «encore sur nous tous, sur toutes les forces populaires». Bien sûr, et ce n'est pas complètement négatif, Edmond Maire prend très nettement ses distances vis-à-vis de la gauche, en pesant soigneusement les reproches adressés au PC et au PS, afin de les renvoyer dos à dos. Mais cela ne peut suffire pour tracer des perspectives à l'action syn-

dicale ! Bien sûr, la réflexion est à poursuivre, dans le syndicat, sur les causes profondes de la défaite de la gauche, sur les projets politiques des deux partenaires de l'époque. Mais cet énorme débat accouche d'une souris, dans le discours d'Edmond Maire : ce qu'il propose pour concrétiser cette réflexion, c'est de privilégier les revendications sur la «qualité de la vie», sous prétexte que la logique dominante de l'Union de la gauche est productiviste ! «Les satisfactions non marchandes», comme il dit, doivent préoccuper prioritairement les ouvriers. Sous couvert de «ne pas attendre le grand soir», de ne pas «s'en remettre à d'autres du soin de construire l'avenir», on met l'accent sur tout autre chose que les salaires, le pouvoir d'achat. Ce qu'on nous conseille, c'est de ne pas trop consommer, mais de vivre mieux... Adapter en quelque sorte les revendications et la crise économique... «Changer le type de développement», voilà par excellence un thème ambigu, qu'on développe

aussi côté gouvernement !

Cette tactique de gagnepetit entraîne le refus de globaliser l'action, d'engager une riposte adaptée contre la politique d'austérité : ce serait prématuré. Par rapport à quoi ? Que signifie «refuser les coordinations prématurées des formes d'action» sinon une volonté de se cantonner à des objectifs limités, sous prétexte que la globalisation de l'action n'apporte rien. Bien sûr, la litanie des journées d'action que nous avons connue est de plus en plus rejetée par les travailleurs. Mais aujourd'hui, nous avons besoin d'une lutte d'ampleur, et pas seulement de «résultats partiels, mais significatifs»...

Entre les négociations à froid et les revendications «qualitatives» et limitées, les militants CFDT de la région parisienne n'ont visiblement pas trouvé de réponse aux aspirations de leurs camarades de travail. «Pas de négociation à froid, seule la lutte paiera», disait la banderole, face à Edmond Maire.



● 30 septembre 1975, les flics agressent lâchement les travailleurs descendus dans la rue pour protester contre le chômage, contre la liquidation de l'industrie régionale, contre le projet du pouvoir de faire du pays fougérais une zone verte pour touristes fortunés.

Fougères, le pays de la chaussure se meurt. On l'assassine. Petit à petit, les entreprises artisanales ferment leurs portes. Bientôt, les grandes entreprises annoncent des licenciements massifs, dans un pays où les salaires sont très bas !

Des centaines de travailleurs sont menacés. Chez Réhaut, Maunoir, Bertin, Martin, Morel et Gaté, les

Fougères, c'est la Bretagne que le VI<sup>e</sup> plan rend exsangue, continuant en cela dans la lignée des précédents, la vidant de ses travailleurs. Les quelques industries qui s'y étaient développées sont liquidées peu à peu...

Fougères n'y échappe pas. Des licenciements massifs sont annoncés, en 1975, dans les différentes entreprises du pays : 350 chez Réhaut, 200 chez Martin, 100 chez Maunoir... La liste s'allonge sans cesse, dans cette industrie traditionnelle du Fougérais, la chaussure.

Alors que déjà cette industrie n'occupe plus que 3 000 travailleurs, le tiers des effectifs qu'elle comptait avant la guerre.

Lorsque le chômage est là, il peut y avoir la résignation, l'exode, rejoindre les grandes concentrations industrielles, à la recherche d'un hypothétique emploi, perdre un peu de sa vie en quittant le pays...

Où la lutte ! Exiger le droit au travail, le droit de vivre dans son pays, de vivre avec lui. C'était dans cette voie que s'étaient engagés les Fougérais, celle que choisit Christine Mochon. À 17 ans, elle rejoint les travailleurs passés à l'offensive. Christine veut vivre ici, en travaillant.

Les travailleurs, parmi lesquels beaucoup de femmes et de jeunes crient leur révolte.

Le 30 septembre, pour

travailleurs veulent se battre. Et les Fougérais n'en sont pas à leurs premières luttes ! Déjà, en 1932, le drapeau rouge a flotté sur le marché aux bestiaux, lors de la grande grève, pour les salaires, où les ouvriers affrontèrent les flics chargeant sabre au clair !

Plus tard en 68, où les travailleurs exigent le plein emploi.

En 74 aussi, contre les rendements, avec les ouvrières de la SPLI.

En 75, la révolte gronde à nouveau dans le Fougérais, encore pour le plein emploi. Dans cette

appuyer leur revendication, ils décident d'occuper la mairie, tenue par Cointat, député maire UDR. Les gardes mobiles sont là, qui barrent la rue. Les manifestants, déterminés, avancent. Les flics s'écartent, laissent passer une partie du cortège, puis brusquement, le chargent en son milieu. Aussitôt, les grenades sont tirées, sans sommation, à hauteur de visage, en tir tendu à moins de vingt mètres ! Dans les rangs des manifestants, c'est l'affolement, on se met à courir, on se retourne... Christine est atteinte en pleine face par l'une des grenades. La blessure est profonde, irréparable, la jeune chômeuse de 17 ans y perd un œil !

## LE TORT D'ÊTRE CHÔMEUSE... ET DE SE RÉVOLTER

Fougères, 30 septembre 1975 : Christine Mochon, 17 ans, est blessée à vie par les flics. Septembre 1978 : le tribunal de Rennes la rend en partie responsable de ce qui lui est arrivé

Par Pierre CHATEL

ville de 30 000 habitants, une manifestation de 5 000 travailleurs, en mars, parvient à faire reculer momentanément les patrons.

Septembre, la lutte continue, des manifestations combattives regroupent 6 000 travailleurs. Mais la répression est sauvage. Christine Mochon, 17 ans, est défigurée, un œil arraché, par une grenade. Les flics lui font payer cher d'avoir réclamé le droit au travail.

Pire encore : le tribunal de Grande Instance de Rennes accuse Christine Mochon d'être en partie responsable !

nature du projectile, alors qu'elle ne fait aucun doute. Les flics, intouchables, sont blanchis.

Christine tente donc devant une juridiction civile, comme n'importe quel accident de la circulation. Comme dans n'importe quel accident, la justice la rend en partie responsable. Son argument : les manifestants sont partie prenante des manifestations,

en y participant ils prennent des risques, ils doivent assumer une partie des dégâts. Même devant les plus sauvages, les plus imprévisibles provocations policières. Depuis trois ans, tout est fait pour étouffer l'affaire, pour faire croire à un autre projectile, malgré tous les témoignages. Depuis trois ans, Christine se bat pour le droit de manifestation.

### «Les flics ont tiré dans le dos»

Eugène Simon (alors secrétaire du syndicat CFTD - RÉO)

«... Il ne fallait pas s'attendre à autre chose de la part de la justice. C'est absolument révoltant !

C'est révoltant parce que si on se rappelle, en 75, le nombre de chômeurs qu'il y avait et la confirmation qui est arrivée après, avec la fermeture de toutes les boîtes ! Ça montrait bien que les gars qui se battaient, se battaient pour leur emploi, et pour le sauver, pour essayer de le maintenir. Il y a bien eu confirmation par rapport aux actions qui étaient menées que les gens qui étaient dans la rue n'y étaient pas pour leur plaisir ! Il y en a eu 1 100 après qui se sont retrouvés au chômage, parmi les personnes qui étaient là ! C'est le premier sentiment que l'on peut avoir, et puis le deuxième, c'est de voir une fille qui est handicapée pour toute sa vie maintenant alors qu'elle défendait le droit à l'emploi, son droit à l'emploi puisqu'elle n'a toujours pas

trouvé une première embauche. Ce droit à l'emploi qui est normalement inscrit dans la constitution, et par rapport à cette demande normale, ça a été la réaction des flics...

On s'était retrouvé à la mairie, il n'y avait pas eu de sommation ni quoi que ce soit. Quand on est descendu, je me trouvais devant la petite rue qui descend en face de la mairie, les flics étaient arrivés là : ils barraient la route en bas... Lorsque nous nous sommes présentés devant, ils se sont reculés, ils ont laissé passer une partie du cortège... puis ils l'ont coupé en deux ! Et ils ont tiré sur l'arrière du cortège qui restait, et sur l'avant qui était passé ! Dans le dos directement ! C'était dans le dos !

Et telle que se trouvait Christine, elle s'est retournée quand les grenades sont arrivées, mais en réalité on avait passé le cordon de flics !...»

### Il y a trois ans La révolte des travailleurs fougérais

1<sup>er</sup> octobre 1975, 9 h du matin à Paris. Le Quotidien du Peuple a deux jours d'existence. Lorsque nous apprenons, à la section «luttés ouvrières» que des «incidents» se sont produits à Fougères au cours d'une manifestation pour l'emploi, et qu'une jeune ouvrière a été blessée, la décision est immédiate : un camarade doit se mettre en route sans perdre une minute.

Fougères, 17 h 30, le même jour. La circulation est détournée aux entrées de la ville. Une commerçante renseigne : «Le centre-ville est bloqué ; il y a

une nouvelle manifestation.» En empruntant un itinéraire détourné, on arrive à rejoindre la place Carnot où les manifestants viennent de passer. Quelques minutes plus tard, j'arrive à leur rencontre : ils marchent vers la sous-préfecture. Peu de mots d'ordre dans ce cortège serré ; pas de banderoles. Un seul calico, sans sigles, ouvre la marche, portant comme seule inscription «Front syndical fougérais». Les visages sont graves. La colère se lit dans les regards ; la détermination aussi. De nombreux jeunes sont venus casqués ; ils ne



1<sup>er</sup> octobre 75, devant les grilles de la sous-préfecture...

veulent pas être pris au dépourvu comme la veille. Des manches de bois dépassent des blousons ; des bidons au contenu mystérieux passent de main en main.

Ils sont près de 5 000 au coude-à-coude, dans les rues de Fougères ; jeunes et vieux, hommes et femmes. Ils sont révoltés par la sauvagerie policière de la veille. Beaucoup d'entre eux, connaissent bien Christine, elle qui, en ce moment, sur une table d'opération, subit l'énucléation de l'œil gauche atteinte par une grenade tirée à tir tendu. Comme des milliers de Fougérais, elle est sans travail. Elle est venue crier sa révolte à cette manifestation appelée par le front syndical contre le chômage et les fermetures d'usines.

Nous voilà devant la

sous-préfecture : tout est clos ; les volets sont mis aux fenêtres, la grille solidement fermée. Deux cents mètres plus loin, la mairie est également close. Les officiels se cachent. Pas un n'ose affronter la colère ouvrière. La veille dans la soirée, après l'attaque préméditée des flics, les vitres des magasins de Le Ker (adjoint au maire) ont volé en éclats. Les Fougérais connaissent bien les responsables ; ceux qui jettent les travailleurs sur le pavé par milliers, ceux qui blessent à vie une jeune chômeuse de 17 ans.

Ce soir-là, des flammes s'élèvent devant les grilles de la sous-préfecture, alimentées par les bidons de colle à chaussure. Pourtant, pas un uniforme noir ne se montrera.

Gérard PRIVAT

Une nouvelle usine, la SAGEM qui devait créer 1 500 emplois va s'implanter. En fait, sur les 700 emplois qu'il y a à la SAGEM, on parle d'en supprimer une centaine. Les 10 et 17 septembre, les travailleurs de la chaussure débrayent et manifestent. Les vitres de la mairie et de la sous-préfecture volent en éclats.

Le 30, la manifestation s'arrête devant la mairie. Les travailleurs viennent demander des comptes à Cointat, Député-Maire UDR de Fougères. Comme d'habitude, celui-ci est absent. Son sous-fifre Le Ker annonce un nouveau report de la réunion promise pour «étudier le problème de l'emploi».

L'occupation de la mairie est décidée, mais avant qu'elle ne puisse se faire, les CRS attaquent sauvagement les manifestants. Tirs tendus de grenades lacrymogènes. Deux jeunes filles tombent, l'une d'elles est gravement touchée. Elle a perdu un œil.

La bourgeoisie voulait briser la détermination de la classe ouvrière.

Fougéraise. Un gars dira «L'hôpital, les pompiers, les ambulances, tout le monde était prévenu, c'est une agression préméditée».

La riposte ne se fait pas attendre. Le lendemain, une nouvelle manifestation encore plus nombreuse que la veille se termine devant la sous-préfecture. La bourgeoisie n'ose pas faire intervenir ses flics.

Le sont les révisionnistes du PCF qui essaient de diviser les travailleurs en distribuant un tract infâme qui attaque tous ceux qui ont riposté à la violence des flics. Cette violence, toute la ville en parle. Dans les usines, les discussions sont animées et la combativité grandit. Un gars de chez Réhaut résume ce que pense tous ses camarades : «S'ils osent nous licencier, ils auront affaire à nous, nous leur montrerons de quoi sont capables les travailleurs de Fougères, nous leur rappellerons 1932 !»

Extrait du Quotidien du Peuple du 11.10.75.

### La sauvagerie des flics avait révolté les travailleurs, les progressistes. Gilles Servat, le chanteur breton, la dénonça dans une chanson.

Loin de là, les uniformes noirs Quelques jours auparavant En faisant respecter l'ordre du pouvoir Ont crevé l'œil d'une jeune fille de 17 ans.

Quand on travaille dans la chaussure Dans la ville de Fougères Et qu'on proteste contre les fermetures On subit la brutalité policière.

Extrait de Classes

# PAIN : LES PETITES HAUSSES QUI FONT LA GRANDE INFLATION

Par Frédéric ARNOUX

Samedi 12 août 1978. Tout le monde est en vacances. Toujours prêt à s'attaquer au pouvoir d'achat Monory libère le prix du pain. «C'est une véritable révolution» déclare Francis Combe, le président de la Confédération nationale de la boulangerie et boulangerie pâtisserie française.

«— Le prix de la farine est libre et peut être augmenté.  
— Le prix du pain est libre et chaque boulanger doit fixer ses prix en appréciant dans quelles mesures ils doivent être ajustés.  
— Les règles de concurrence doivent être respectées comme dans tout système de liberté».

Chaque boulanger a pu fixer le prix de son pain. En général, l'augmentation est de 10 centimes. Le pain de 400 gr. passe de 1,85 F à 1,95 F et la baguette de 250 gr. de 1,25 F à 1,35 F. Mais il n'est pas rare, selon la ville ou le quartier, de constater des augmentations de 15 et parfois 20 centimes. Afin de mieux faire passer cette mesure, Monory avait annoncé que la libération du prix du pain allait entraîner la création de 10 000 emplois nouveaux dans la profession.

## UNE HAUSSE DÉRISOIRE ? PAS TANT QU'ÇA

Les patrons boulangers étaient inquiets le 1<sup>er</sup> août de ne pas avoir de nouvelles de l'augmentation annuelle du prix du pain. C'est pourquoi ils se sont empressés d'appliquer l'augmentation, sitôt la mesure Monory annoncée.

L'accroissement de leurs charges, la farine qui augmente, justifient selon eux cette augmentation.

Pour les familles ouvrières, cette augmentation soi-disant minime — «qu'est-ce que c'est que 10 centimes ?» disent les boulangers —, est un nouveau coup dur porté à leur pouvoir d'achat. En effet, si la viande a remplacé le pain comme premier aliment de base sur la table des travailleurs, ce dernier constitue encore 1 % de leur budget mensuel, alors qu'il compte pour 0,5 % chez un cadre.

En général, il y a eu entente des boulangers d'un même quartier pour fixer les prix, ce qui explique en partie la généralisation de la hausse à 10

centimes. Les boulangeries isolées ont parfois profité de leur situation de monopole pour appliquer le prix fort. Dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement à Paris, cela importe peu ; dans les quartiers populaires, la ménagère doit aller acheter plus loin un pain moins cher.

Les grandes surfaces, tout en augmentant leurs prix (pain à 1,85 F au lieu de 1,80 F et baguette à 1,25 F au lieu de 1,20 F) s'arrangent malgré tout pour conserver une marge suffisante pour concurrencer efficacement les boulangeries. C'est à contrecœur que les familles ouvrières se tournent vers le pain des grandes surfaces, fabriqué souvent de façon industrielle et d'une qualité moindre que celui de l'artisan boulanger.

## OUVRIERS- BOULANGERS : PAS D'AMÉLIORATION ATTENDUE

Pour les ouvriers de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie, les affirmations de Monory sur la création de 10 000 emplois ne sont qu'une nouvelle duperie.

L'augmentation du prix du pain est non seulement une nouvelle amputation du pouvoir d'achat des travailleurs, mais elle ne règlera en rien les problèmes des salariés de ce secteur. M. Combe, le président de la Confédération Nationale des Boulangers et Boulangers pâtisseries, le déclare d'ailleurs lui-même : «Si, dans l'immédiat, notre engagement à modérer nos prix ne nous permet pas de satisfaire totalement, comme nous le souhaiterions, les revendications salariales de nos

compagnons, nous pourrions — par la liberté des prix — nous donner les véritables moyens d'une politique sociale».

Ainsi, non seulement on peut s'attendre à de prochaines et conséquentes hausses de prix, mais les revendications des ouvriers et vendeuses de la boulangerie, à savoir une réduction du travail hebdomadaire sans perte de salaire de 58 heures à 48 heures et les deux journées de repos ne seront pas prises en compte. Messieurs Combe et Monory sont d'accord : «L'évolution des salaires (des ouvriers boulangers) n'excèdera pas sensiblement celle des prix».

## DES APPRENTIS QUI FUIENT LE MÉTIER

Pour M. Combe, cela importe peu, car selon lui, ses atouts ne sont pas négligeables : «A l'heure actuelle, plus que jamais on recherche la responsabilité et l'indépendance dans le travail, et les jeunes qui nous rejoignent doivent savoir que notre métier leur permet de s'établir à leur compte.»

Les chiffres sont là pour démentir ses paroles. Un représentant du syndicat du personnel de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie nous a déclaré qu'actuellement, sur dix jeunes qui entrent dans le métier, sept s'en vont sitôt l'apprentissage fini, ou parfois même avant.

Quand on connaît le salaire de l'apprenti (368,77 F pour le premier semestre de l'apprentissage) et les conditions de travail qu'il rencontre (trop d'heures de travail, une seule jour-



née de repos, une trop grande dépendance vis-à-vis du patron), on comprend que les jeunes se détachent de plus en plus de ce métier.

Seule la satisfaction immédiate des revendications du personnel de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie pourrait permettre la création d'emplois dans la profession.

## DÉVELOPPER LA CONCURRENCE...

Avec le complaisant accord du syndicat patronal, la concurrence est ouverte. Favoriser les gros et faire tomber les «canards boiteux», c'est l'application fidèle de la politique de Barre. Avec la liberté des prix, les différences entre les boulangeries vont s'exacerber : différence d'infrastructure, différence de personnel, et différence d'approvisionnement en farine, dont le prix a été libéré lui aussi. Il apparaît ainsi que la libération du prix du pain aboutira d'une part à l'accélération de la concentration dans la boulangerie artisanale, et d'autre part à favoriser les grands fabricants de pain industriels, tel SOFRA-PAIN qui envisage la création de chaînes de distribution appelées «boulangeries froides». Nous allons donc nous retrouver en présence de deux sortes de pain. L'un de bonne qualité, fabriqué artisanalement, réservé à ceux qui pourront le payer. L'autre, fabriqué en usine, totalement dépourvu des éléments qui en faisaient une nourriture de base pour les familles des travailleurs. Le pain pour lequel les travailleurs se sont tant battus par le passé va-t-il redevenir un facteur de discrimination sociale ?

## Boycotter les boulangeries chères...

La riposte des consommateurs, peu virulente au départ du fait des vacances et du mutisme de la presse, se fait de plus en plus forte. L'Union Fédérale des Consommateurs, qui publie la revue *Que Choisir* envisage de boycotter les boulangeries affichant des prix injustifiés. «La libération des prix s'est traduite pour les consommateurs par des hausses allant de 5 à 30 % sans s'accompagner de la moindre amélioration de la qualité», constate l'U.F.C. Le boycott des boulangers les plus chers sera déclenché sitôt que les unions locales de l'association auront effectué toute une série d'enquêtes en province. Les autres boulangers devront justifier toute augmentation éventuelle par une information sur l'amélioration de la qualité.

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942



## INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Rentrée scolaire

# QUELQUES CONSEILS POUR LIMITER LES FRAIS

Après les quelques conseils généraux donnés hier, voici aujourd'hui des indications sur quelques-unes des principales fournitures, celles qui constituent le matériel passe-partout minimum, à avoir dans son cartable le 15 septembre.

**Cartable.** Si, pour les petits, un cartable en plastique de taille réduite est suffisant, la place devient un facteur primordial à partir de la sixième : les manuels sont nombreux et aucun casier de rangement n'est prévu dans les collèges. Pour ces mêmes raisons, le cartable doit être résistant : le cuir est cher mais il dure plus longtemps et peut se réparer.

**La trousse.** Éviter les trousse tout équipées : leur contenu n'est pas de très bonne qualité et les plus fournies contiennent des articles inutiles. Un fourre-tout hermétique et à glissière métallique fera l'affaire.

**Crayons.** Pour les crayons à papier, choisir les «HB», ni trop tendres, ni trop durs. A noter que le porte-mines, plus cher à l'achat, devient, à l'usage, plus économique, les recharges étant nettement moins chères que les crayons. Choisir un porte-mines équipé d'un taillemine. Les crayons de couleur ont deux inconvénients : les mines cassent facilement à l'intérieur, et les couleurs sont moins attractives que celles des feutres. Une précaution élémentaire : les ranger dans un étui rigide. Inutile de dépasser la boîte de douze.

**Feutres.** Cette dernière remarque vaut aussi pour les feutres. Par contre, un conditionnement plastique, nettement moins cher que les boîtes métalliques, est très suffisant.

Il existe aujourd'hui une quantité impressionnante de marques dont les prix varient de un à dix ; aussi n'est-il pas facile de faire son choix. Plusieurs organisations de consommateurs ont procédé à des tests comparatifs. Le test de longueur d'écriture permet ainsi, selon la revue *50 millions de consommateurs*,



de noter de gros écarts : de 530 à 1 490 m. selon les feutres. Autres considérations : la résistance au séchage, la résistance de la pointe à l'écrasement, la facilité de détachage. Au total, sur douze feutres dessin testés, la revue en a retenu cinq d'un assez bon rapport qualité-prix : Prisunic, Reynolds, Baignol et Farjon 350, Tempo junior et Pélikan.

Pour l'écriture, les tests de l'Institut National de la Consommation et ceux de l'UFC (Union Fédérale des Consommateurs, qui édite *Que choisir*) sont formels : le feutre ne vaut pas le stylo à bille. Pour le meilleur feutre : guère plus de 2 km d'écriture contre 4 km pour le meilleur stylo à bille. Les stylos à bille ont deux avantages supplémentaires : la résistance de leur encre à la lumière et au séchage et la régularité de leur écriture. Un inconvénient cependant : leur encre est difficilement détachable.

Il faut savoir en outre que les différences de prix entre les stylos à bille proviennent surtout de leur habillage extérieur. Parmi les moins chers, choisir un stylo rechargeable et de pointe moyenne.

**Stylo à encre.** Une remarque : le traditionnel stylo à réservoir tend à disparaître des rayons, particulièrement des grandes surfaces, de même que les

bouteilles d'encre. Nettement plus cher que le stylo à cartouche, le stylo à réservoir devient à l'usage plus économique, l'encre en bouteille étant bien meilleur marché que les cartouches.

**Copies.** Certains magasins vendent des copies au kg à très bon marché. En général, ce n'est pas signalé, alors renseignez-vous.

**Ardoisés.** A l'ardoise traditionnelle, lourde et fragile et à l'ardoise en carton pâte, bon marché mais peu résistante, on préférera l'ardoise «magique», à condition qu'elle soit quadrillée et pourvue d'une réglotte mobile.

**Blouses.** Pour la sécurité, éviter le nylon, très inflammable ; le coton mélangé, de teinte unie, est le plus pratique. Prendre une blouse à manches longues et à boutonnage latéral, pour une meilleure protection.

## PETIT MATÉRIEL COMPLÉMENTAIRE

**Adhésif.** Choisir un ruban à dérouleur au meilleur prix (les longueurs doivent être indiquées) puis le renouveler avec des rouleaux simples sans marque, bien moins chers.

**Taille-crayon.** Toutes les lames se valent. Prendre l'article ordinaire en métal léger plutôt que les gadgets (le taille-crayon-boussole, etc.) chers et

fragiles.

**Règle.** Le bois est fragile, le métal lourd, bruyant, et rarement gradué. Le mieux est la règle plate en plexiglas transparent.

**Colle.** Les colles blanches en pot sont les moins chères. Parmi les autres, les flacons à bouchon de forme biseautée sont les plus pratiques.

Restent quelques fournitures à n'acheter qu'après la rentrée en fonction des demandes, parfois tâtonnées, des professeurs.

**Cahiers.** Ceux portant l'estampille NF sont en principe les moins chers. Pas toujours faciles à dénicher !

**Classeurs.** Vérifiez les couvertures (le plastique soudé sur feuille de carton est déconseillé : fragile), les fermetures (parfois trop dures), la taille des anneaux. Une constatation : les classeurs avec leurs copies perforées reviennent plus cher que les cahiers de même type.

**Peinture gouache.** L'emballage coûte cher : un matériel (tubes, godets, pinceau) vendu séparément 16 F, coûte 39 F, présenté dans un coffret bois (Exemple pris dans un supermarché). Inutile d'acheter de grandes boîtes, quelques tubes de couleur et un grand tube de blanc peuvent suffire.

\*Mensuel de l'INC n° 93, Septembre 78.

## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

### A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCFmi.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

### et à un livre ou un disque au choix

#### PARMI LES LIVRES

##### LE TOME V DE MAO TSE TOUNG

ou

- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salair aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

#### PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

### Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

#### LIBRAIRIES

**Aix en Provence**  
Librairie quotidienne  
5 rue Félix Gouet (10 %)

**Besançon**  
Lib. Les sandales d'Empédocle  
Place Victor Hugo  
138 Grande Rue. (10 %)

**Bourges**  
Lib. Nathanaël  
4, cours Avaricum.

**Brest**  
Lib. Graffiti (10 %)  
Place Saint-Louis

**Caen**  
La Licorne (10 %)  
Rue Froide

**Clermont-Ferrand**  
Lib. Jean Rome (10 %)  
1 rue des Gras

**Evreux**  
Lib. Dubois-Dehayes  
rue Chartraine (5 %)

**Grenoble**  
Le Livre ouvert  
Cours Fontaine (10 %)

**La Rochelle**  
Lib. La Genette (5 %)  
Rue Rougemont

**Le Mans**  
Lib. La Taupe  
2 quai amiral Lalande (10 %)

**Lille**  
Librairie populaire  
40 rue de Guesdes

**Paris**  
Saint-Séverin  
12 rue Saint Séverin (5%)  
Tarif étudiant : 10 F

**La Clef**  
21 rue de la Clef (5%).  
Tarif étud.

**Seine Cinéma**  
8 rue Frédéric Sauton (5%)

**Châtelet-Victoria**  
19 avenue Victoria 1<sup>er</sup>

**Lyon**  
Cinématographe  
44 cours Suchet (2%)  
Tarif collect.  
(5 tickets : 40 F).

**Le Canut**  
32 rue Leynaud (1%)  
(tarif. étud.)

**Reims**  
Le Grand jeu  
20 rue Colbert

**Perpignan**  
Le Futur antérieur  
22 rue Grande-la-Réal (10 %)

**Montluçon**  
Le Bouillon de culture  
15 rue Barathon (10 %)

**Nice**  
Le Temps des Cerises  
50 bd de la Madeleine (10 %)

**Nantes**  
Librairie 71 (10 %)  
50 bd de la Madeleine

**Orléans**  
Les temps modernes  
rue N. D. de Recouvrance (5 %)

## Radio libre banlieue Sud repart

- Pourquoi une radio libre ?
  - Qui fera les émissions ?
  - Quel sera le contenu des émissions ?
- Venez en parler apportez vos idées

Vendredi 8 septembre à 20 h

Librairie «La boulangerie»  
67 rue de Bagneux  
Montrouge

## Une certaine conception de la libération de la femme

Cinquante femmes pourront se présenter, pour la première fois, au prochain concours des «gardiens de la paix». Voilà vraiment un nouveau pas de fran-

chi dans le mouvement d'émancipation de la femme. Leur tâche se limiterait cependant à assurer la circulation devant les écoles. Ouf !

Nom (en capitales) .....

Prénom .....

Ville .....

Date : .....

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75824 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

# LA POLITIQUE DE BEGIN ET LE SOMMET DE CAMP DAVID

Par Grégoire CARRAT

L'arrivée de Begin au gouvernement au début de 1977 n'a pas profondément modifié la politique de colonisation israélienne. Les grandes lignes en avaient été tracées par le gouvernement précédent. Mais il en aggrava l'application. Présentant son plan de colonisation en septembre 1977, Sharon, le ministre de l'Agriculture et des colonies, affirmait : « Ne vous y trompez pas. Ce gouvernement créera de nombreuses colonies. Il a été élu pour cela et il le fera. » Trouvant les plans de son prédécesseur insuffisants, il définit un plan de peuplement massif de la Cisjordanie qui s'appuie sur la mise en place d'un important réseau autoroutier reliant Jérusalem aux nouvelles colonies et celles-ci à la côte.

## LA PATROUILLE VERTE : LA TERREUR DANS LES CAMPAGNES ARABES

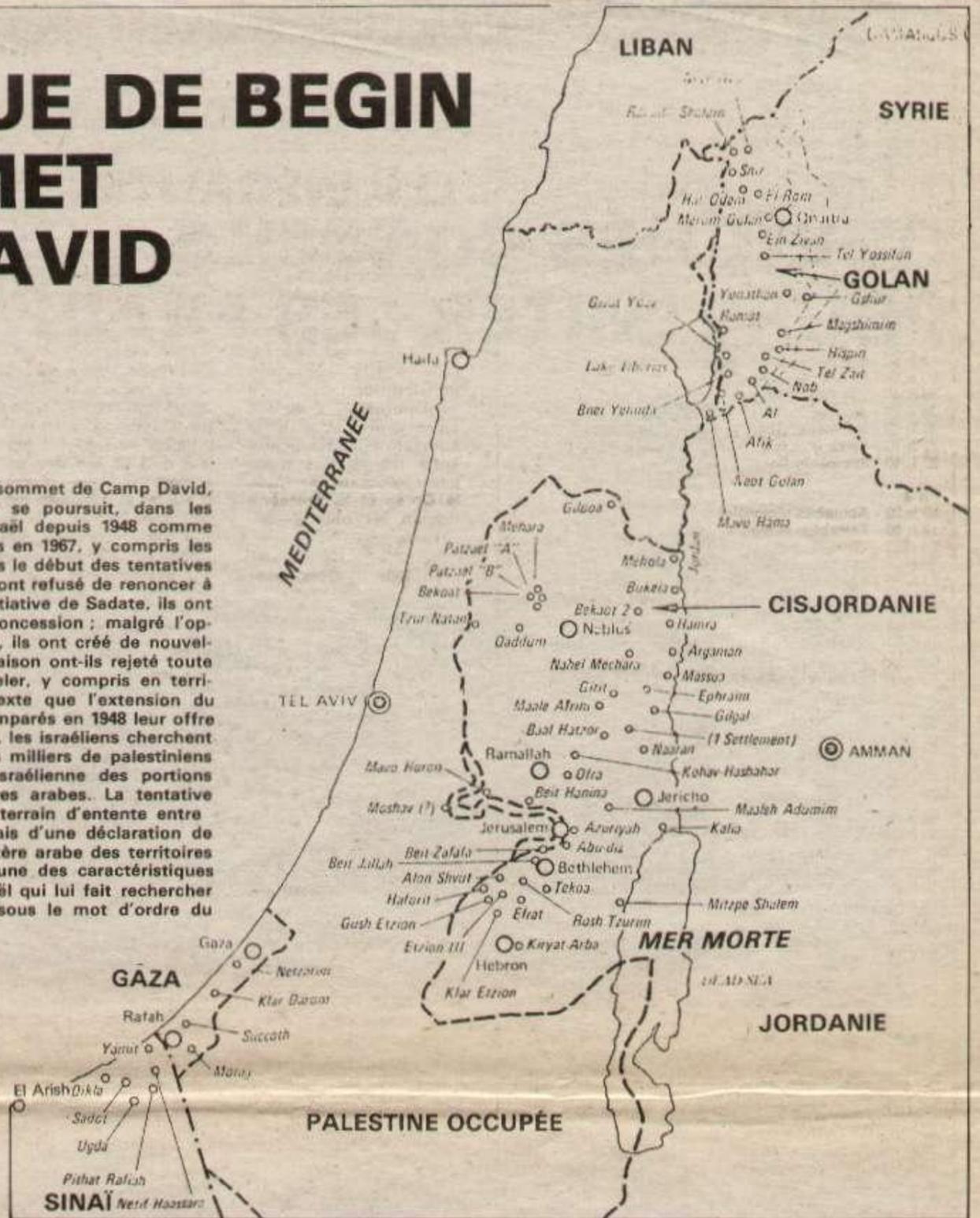
Le gouvernement Begin légalisait alors les colonies dites « illégales » installées par le groupe du « Bloc de

• Tandis que se déroulait le sommet de Camp David, la colonisation israélienne se poursuit, dans les territoires occupés par Israël depuis 1948 comme dans les territoires occupés en 1967, y compris les territoires égyptiens. Depuis le début des tentatives de règlement les Israéliens ont refusé de renoncer à la colonisation. Depuis l'initiative de Sadate, ils ont refusé d'envisager toute concession ; malgré l'opposition affichée de Carter, ils ont créé de nouvelles colonies. A plus forte raison ont-ils rejeté toute éventualité de les démanteler, y compris en territoire égyptien. Sous prétexte que l'extension du territoire dont ils se sont emparés en 1948 leur offre une « sécurité » plus grande, les Israéliens cherchent à chasser de Palestine des milliers de palestiniens de transformer en terre israélienne des portions toujours nouvelles de terres arabes. La tentative américaine de trouver un terrain d'entente entre Sadate et Begin par le biais d'une déclaration de principe affirmant le caractère arabe des territoires occupés se heurte ici à l'une des caractéristiques essentielles de l'État d'Israël qui lui fait rechercher à s'étendre toujours plus sous le mot d'ordre du « grand Israël ».

la fois contre le gouvernement précédent et lui offrait, en collaboration avec l'armée, d'en créer un grand nombre d'autres. Parmi les mesures prises pour que les colonies israéliennes s'installent rapidement, se trouvent la création d'une compagnie pour l'achat des terres arabes en Judée et Samarie d'une part et la création des « patrouilles vertes » de Sharon. Ces deux mesures sont complémentaires : les terres considérées comme « vacantes » par Israël — notamment les terres communautaires des villages — sont appropriées par l'État d'Israël ; la patrouille verte s'occupe d'en interdire l'accès aux Arabes, de détruire leurs éventuelles constructions. Les paysans mis ainsi dans l'impossibilité de vivre et de produire sont sommés de « vendre » pour une bouchée de pain leurs terres propres aux organisations sionistes.

L'activité des patrouilles vertes fut révélée lors de la violente campagne contre les Bédouins déclenchée en 1977 et poursuivie en 1978, dans tous les territoires occupés par Israël. Les troupeaux des bédouins sont systématiquement massacrés, les campements démantelés, les bédouins emmenés en camions dans des lieux désertiques où ils sont abandonnés.

A ces mesures officielles s'ajoute une colonisation clandestine : de nouvelles colonies sont présentées comme de simples extensions d'anciennes. A Shilo en Cisjordanie, de prétendues fouilles archéologiques servent de couverture à l'installation d'une nouvelle colonie sur des terres appartenant à des Arabes.



○ Hébron : ville palestinienne ou arabe  
○ Yamit : colonie sioniste

--- Frontière israélienne de 67  
- - - Limite des zones occupées à partir de 67.

## JANVIER 1978 : LA RUÉE SUR LE SINAI

Immédiatement après la visite de Sadate à Jérusalem en novembre 1977, on a assisté à une véritable ruée sur le Sinai occupé : le 5 janvier, l'installation de huit nouvelles colonies commençait entre El Arish et Yamit. Un mouvement « construis ta maison à Yamit » et un autre pour « Ophira » (Charm El Cheikh) appelait les colons volontaires à venir s'installer. En mai, le ministre de la Santé disait aux colons de Yamit : « Vous êtes ici pour l'éternité ». Cela s'adressait également aux colons du Mont Sinai ; de Charm El Cheikh également encouragés à s'établir. A aucun moment, peut-être, l'avidité expansionniste d'Israël ne s'est montrée aussi brutalement que lorsque Sadate lui fit des concessions essentielles. Responsable de l'exode de millions de Palestiniens, fondement d'une « judaïsation » de toutes les terres à laquelle résiste le peuple palestinien, cette ambition expansionniste est l'un des ferments essentiels des dangers de guerre dans la région, une menace permanente pour les pays et les peuples arabes. Les reculs de Sadate, loin de la réduire, l'ont encouragée.

## LA COLONISATION ISRAËLIENNE (1967 - 1977)

Selon le gouvernement israélien, 14 000 colons sionistes se sont installés dans les territoires occupés en 1967 : 1 500 dans la vallée du Jourdain, 4 700 dans le reste de la Cisjordanie, 1 100 dans la bande de Gaza, 2 600 dans les colonies du Nord-Sinai (Yamit, etc.) et 4 000 sur le Golan.

A ces chiffres officiels — auxquels s'ajoutent les colons « sauvages » et l'armée qui les protège — il faut ajouter les colonies installées au centre et au sud du Sinai, les installations militaires. Par ailleurs, aucun chiffre n'est donné pour la colonisation de la région de Jérusalem. Enfin, la colonisation à l'in-

térieur des territoires occupés depuis 1948 s'est accrue dans les trois dernières années.

Dans l'ensemble des territoires occupés depuis 1967, la colonisation est allée en s'accroissant.

En Cisjordanie, 59 colonies ont été établies, d'une part afin de créer une ligne le long de la vallée du Jourdain, d'autre part afin de chasser les villageois palestiniens des provinces de Samarie et de Judée en leur confisquant leurs terres. Treize colonies étaient établies à la fin de 1975, toutes les autres l'ont été depuis.

A Gaza, huit colonies ont été implantées. Dans le Sinai (Égypte),

vingt-deux colonies ont été implantées. Quinze d'entre elles situées au nord de la bande de Gaza, dans une région nommée « trouée de Raffah », autour de Yamit, où un grand port doit être installé. Deux cent cinquante mille personnes devaient y être installées selon les projets israéliens. Les sept autres colonies se répartissent autour d'El Arish, le long du golfe d'Akaba, à Charm El Cheikh, au cœur du Sinai et autour du Mont Sinai et tracent l'esquisse d'un plan d'occupation de la moitié du Sinai.

Sur le Golan (Syrie), vingt-sept colonies ont été établies, encerclant la partie occupée du Golan.

### Prière

Le contenu des entretiens de Camp David entre Begin, Sadate et Carter reste secret comme il va probablement le rester pendant plusieurs jours. Le premier entretien a duré 90 minutes. Ils ont lancé un appel à tous les croyants, leur demandant de prier pour que les négociations réussissent.

En écho, le pape a lancé un appel analogue pour que le conflit du Proche Orient soit résolu et la « sécurité d'Israël » assurée.

### SCENE DE « JUDAÏSATION » EN GALILEE (occupée depuis 1948)

Le pogrom de Nadj el Kram eut lieu le 8 novembre 1977. Les occupants avaient décidé de détruire la maison d'un habitant, construite « illégalement ». Toute la population du village se rassembla autour des soldats, ceux-ci se répandirent dans le village en lançant des grenades lacrymogènes et pillèrent les maisons. Les habitants commencèrent à résister, la police tira : Ahmed el Massi était assassiné, 41 habitants étaient blessés.

## PROGRAMME TÉLÉ

### Jeudi 7 septembre

- TF 1**  
 18 h 15 - La dernière aventure des Lapons. Documentaire  
 19 h 10 - Jeune pratique : l'emploi des jeunes  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Les chemins de la renommée. Robert Schuman  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Julien. Film TV de Youri  
 21 h 15 - Naissance de la V<sup>e</sup> République. Avec P. Pflimlin, Antoine, Pinay, Massu, M. Debré...  
 22 h 15 - Pierrot le fou. Film de J.-L. Godard (1965). Comédie d'aventures. Avec Jean-Paul Belmondo, Anna Karina, Dirk Sanders, Raymond Devos.  
 00 h 10 - Fin
- A 2**  
 18 h 40 - C'est la vie. La rentrée scolaire.  
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Les partis politiques : le P.C.  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 35 - Le refuge. Film TV suisse. Dramatique.  
 22 h 10 - Chefs d'œuvre en péril : artisanat d'art.  
 22 h 40 - Journal et fin
- FR 3**  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Télévision régionale  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Casanova, un adolescent à Venise. Film de Luigi Comencini (1969). Étude de mœurs. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
 22 h 30 - Journal et fin.

### Vendredi 8 septembre

- TF 1**  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Les chemins de la renommée  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Miam-Miam ou le dîner d'affaires  
 22 h 25 - Découvertes  
 23 h 20 - Journal et fin
- A 2**  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Top club vacances  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Bergeval et fils. Feuilleton.  
 21 h 30 - Apostrophes : Bons et mauvais élèves. Avec Patrick Bouvard : «Un conseil de classe très ordinaire» (Stock). Jean Repousseau : «Bons et mauvais élèves» (Casterman). Le professeur Debray-Ritzen.  
 22 h 30 - Journal  
 22 h 35 - Feux du music-hall. Film d'Alberto Lattuada et Federico Fellini (1950). Étude de mœurs.
- FR 3**  
 19 h 10 - Le chevalier de cœur.  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Télévision régionale  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
 20 h 30 - Avis de recherche  
 21 h 30 - Comment Yukong déplaça les montagnes. N° 2 : Une femme, une famille, Kao-Chou Lan au travail.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

### La consommation d'électricité selon les régions

## LES INÉGALITÉS SE RENFORCENT

EDF a publié récemment, d'après des sources du ministère de l'Industrie, une statistique de la consommation d'électricité par région, et de son évolution depuis 1965. Première constatation : la consommation a doublé en dix ans. Deuxième constatation : les écarts entre les régions n'ont pas réellement diminué, la Corse et la Bretagne restant les plus déshéritées.

En 1965, la Corse avait

consommé 64 millions de kwh. En 1976, 283. Une augmentation record entre toutes les régions. Seulement, dans le même temps, la région Ile de France passait de 13 605 millions de kwh à 28 281. Ce qui relativise beaucoup le maigre record détenu par la Corse, et qu'on peut attribuer au tourisme bien plus qu'à un réel développement régional. Corse, Bretagne et Limousin restent les plus faibles consommateurs par tête d'habitant. Ce sont aussi les trois régions où le

consommation haute tension, d'origine industrielle, est la plus faible. Régions agricoles, soumises à l'exode rural, leur évolution n'a fait que se confirmer ces dix dernières années. Et si l'on se réfère à la seule consommation basse tension, correspondant aux usages domestiques et agricoles, la même inégalité persiste : Corse, Limousin, Auvergne restent parmi les plus basses, alors que Rhône-Alpes, Provence Côte d'Azur ou Franche Comté enregistrent les plus grandes consommations. Il

faut cependant noter que le Nord Pas de Calais et la Haute Normandie se retrouvent parmi les plus basses, signe d'une population principalement ouvrière, où la forte consommation d'électricité est un luxe qu'on ne se permet pas.

Après vingt ans de politique de «régionalisation», le résultat, mesuré par le biais de la consommation d'électricité est accablant.

Éric BRÉHAT



Carte de la consommation d'électricité par habitant.

- Zone non hachurée : inférieure à 2 100 kWh/h
- Zone hachurée fin : comprise entre 2 100 et 3 400 kWh/h
- Zone hachurée gras : comprise entre 3 400 et 4 200 kWh/h
- Zone quadrillée : supérieure à 4 200 kWh/h

## TELEVISION

### A voir et à revoir

## Comment Yukong déplaça les montagnes

Sur FR 3, vendredi 8 septembre à 21 h 30, dimanche 10 septembre à 16 h 50.

Dans la série de films : «Comment Yukong déplaça les montagnes», «Une femme, une famille», 2<sup>e</sup> partie.

Soucieux de ne pas montrer un aspect exceptionnel de la réalité mais au contraire de nous faire pénétrer dans la vie quotidienne des Chinois, les réalisateurs ont, pour cela, parcouru la Chine pendant plus d'un an et demi. Dans le film «Une femme, une famille», il s'agit de la vie d'une ouvrière, dirigeante syndicale, dans son travail et dans sa famille. Les images que nous verrons, les propos que nous entendrons, les discussions auxquelles nous assisterons illustrent ce monde nouveau et enthousiasmant qui se construit, dans le cadre de la société chinoise, à partir de la réalité propre de ce pays.

En regardant ce film, il sera important de garder en tête les différences entre la France et la Chine, les conditions difficiles que l'impérialisme et le féodalisme ont léguées à la nouvelle société socialiste, afin de mesurer le chemin parcouru.

# imro: des travailleurs aux pieds nus

Extraits

3<sup>e</sup> épisode

La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes

L'IMRO, une imprimerie, une menuiserie, un centre de recherches spatiales — des fusées y avaient été élaborées —, un centre de recherches œnologiques, c'était également un lieu de repos. Pendant qu'un long tirage était imprimé, certains copains n'hésiteront pas à installer un hamac. Devant un tel spectacle, les patrons étaient rêveurs, d'autant plus que nous avions installé un bar. Le réfrigérateur était installé derrière les machines et une demi-heure avant la fin du travail, nous prenions l'apéritif. Ou encore quelques semaines avant la fermeture de l'entreprise, c'était déverser toutes les poubelles dans les escaliers du chef du personnel de manière à imposer l'embauche d'un travailleur chargé de l'entretien des locaux et, bien sûr, nous obtiendrons gain de cause. Aux mauvaises langues qui souhaiteraient insinuer que dans de telles conditions il n'est guère étonnant que la boîte ait fermé ses portes, nous rétorquerons, avec juste raison, que si nous nous permettions ces initiatives, cela donne une idée assez précise du rapport de force que nous avons su instituer face aux patrons. D'autre part, notre grande technicité — et tous les patrons du Livre de la région rouennaise le reconnaissent — n'avait somme toute que très peu de répercussions sur le travail. La conséquence de cet esprit, de cette bonne humeur faisait qu'il existait une très forte unité entre les copains, unité que nous forjions au sein des ateliers et au cours de nos luttes.

UN BOND EN AVANT

La lutte qui fera faire un bon en avant au niveau de la prise de responsabilité par tous aura lieu en septembre

1973. A cette époque, les patrons prétendaient muter un copain, délégué au comité d'entreprise dans un autre service. Sous couvert de «réorganisation de l'entreprise», il s'agissait en fait de licencier un militant un gêneur. Devant le refus du camarade de rejoindre son nouveau poste, Bellanger, le P.D.G., décidait de le mettre à pied, dans l'attente de la procédure juridique de rupture du contrat de travail, dans le but de le licencier.

A l'annonce de cette mesure, une assemblée générale du personnel se tenait et décidait la grève illimitée jusqu'à la levée de la sanction.

A l'IMRO, bien avant cette lutte, une dizaine de travailleurs acquis aux idées de Mai 68, s'était regroupée. Comme la quasi-totalité des ouvriers, ils étaient syndiqués à la C.G.T. du Livre mais n'entendaient plus laisser les responsables syndicaux décider à leur place : c'était eux qui prenaient la lutte en main d'un bout à l'autre afin de forger l'unité des travailleurs de l'IMRO en lutte. Et cela avait été efficace : la quasi-totalité des ouvriers étaient présents dans la lutte, avant jamais cela n'avait été aussi massif.

Les militants préparaient chaque jour les A.G. y laissant des propositions qui mobilisaient et dynamisaient l'ensemble des travailleurs, celles qui favorisaient le renforcement de la solidarité au cours de la grève : on se souvenait de LIP. Pendant que régnait une activité fébrile dans les ateliers, les délégués se trouvaient tous dans les bureaux pour négocier avec les patrons. Spectacle lamentable, à travers la verrière des bureaux de la direction, on les voyait discuter tandis que nous étions en bas, dans les ateliers à peine informés de l'état des discussions. Deux mondes étrangers alors que l'on se côtoyait quotidiennement, dans l'entreprise.

La popularisation était un moyen de rester mobilisés, de prendre nos affaires en mains, d'empêcher un ralentissement pour ne pas dire un blocage probable des directions syndicales. A l'Union locale, à l'Union départementale, c'était le calme ou presque, puisque la seule réaction qu'il y aura face à notre lutte, ce sera de jeter dans une poubelle un tract rédigé collectivement. La popularisation à l'extérieur constituait un bon moyen de dire aux autres ouvriers du Livre l'enjeu de cette répression anti-syndicale. Nous savions également qu'à ce niveau, on pouvait bloquer plus efficacement la sortie des travaux à terminer en demandant aux ouvriers des autres imprimeries de la région de ne pas jouer les jaunes. Ensuite, les travailleurs comptaient bien que les autres patrons fassent pression sur celui de l'imprimerie Rouennaise. Aussi, dès le second jour, organisait-on ce que nous nommons à l'époque «des brigades de solidarité» afin de mobiliser les entreprises de Rouen. Le lendemain, il y aura de nombreux débrayages par solidarité. Devant ces succès, nous nous décidions à mettre l'imprimerie du «Paris-Normandie» dans le coup. Et nous étions plutôt gonflés car on savait que cela serait difficile, que ce serait probablement notre plus beau fleuron si on y parvenait. Les travailleurs de la presse ont toujours été favorisés par rapport au labeur et la solidarité a rarement joué. Pour nous, c'était une arme décisive si le journal ne sortait pas, nous étions convaincus que le téléphone allait sûrement fonctionner entre la bande à Hersant et nos patrons.

A suivre

Terrin

## Les travailleurs rejettent le plan Fournier

### Vers une liquidation de l'entreprise ?

Le tribunal de Commerce de Marseille va-t-il décider la liquidation des biens de l'entreprise de construction navale Terrin ? La rumeur en courait mercredi. Ce jour-là un nouveau vote, organisé par les syndicats, a repoussé le plan Fournier. Comme lundi, les travailleurs de Terrin ont refusé les 1 500 licenciements, les baisses de salaires et la remise en cause du statut de la réparation navale, ces exigences inadmissibles du patron des Ateliers et Chantiers du Havre. Mais contrairement à ce qui s'était passé lundi, aucune action comme le blocage du port n'a suivi le vote. Celui-ci n'a réuni d'ailleurs que 1 195 ouvriers sur 3 171.

Pendant ce temps, Fournier était à Paris, pour rencontrer des représentants de diverses banques. Avant de s'y rendre, il a laissé entendre que seule une aide accrue de l'État lui permettrait de modifier son «plan de relance». Toutefois, si en l'absence de crédits, le tribunal liquide Terrin, ne risque-t-on pas de voir Fournier réapparaître pour racheter l'entreprise à bon compte ?

La crise de la réparation navale dans le Midi touche aussi les Chantiers de La Ciotat. Mercredi, les travailleurs ont fait grève pendant une heure pour protester contre les 1 334 licenciements et 300 retraitements anticipés prévus.



Boussac : contre le plan Willot

## GREVE GENERALE MERCREDI DANS LES VOSGES UN HAUT RESPONSABLE «RETENU» A VINCEY

«Mercredi matin, les comités d'entreprise des usines Boussac concernées par le plan de chômage des frères Willot devaient se réunir pour la dernière fois. L'objectif : se prononcer sur ce plan. Les directions syndicales avaient prévu à cette occasion d'appeler les travailleurs à se rassembler dans chaque usine, le temps des réunions pour soutenir les délégués.

Une proposition d'action que les Boussac pour une large part lors des assemblées générales convoquées pour l'occasion, ont trouvée bien insuffisante au regard de la menace qui pèse sur eux. L'arrêt de travail limité qui était proposé s'est transformé en grève de 24 heures dans la plupart des usines ! Pour commencer.

A l'usine d'Igney, où 76 travailleurs sont menacés de licenciement, les ouvriers, dans leur majorité, ont décidé d'engager une grève illimitée.

Les ouvriers de l'usine de Vincey dont le plan Willot prévoit la fermeture, outre la décision d'arrêter la production, ont décidé mercredi matin, de «retenir» dans les bureaux directoriaux, le directeur de l'usine et le directeur général des FTN\*, venu le matin, tenter de faire accepter le plan de chômage.

«Le directeur général, expliquait mercredi en fin de soirée un militant CFDT, restera notre «invité» tant que les frères Willot ne viendront pas eux-mêmes directement dans les Vosges s'expliquer devant nous, tant qu'ils ne s'engageront pas à assurer un emploi pour tous ; le syndic Shue nous a dit : «Je suis prêt à discuter avec vous, mais il

faut d'abord délivrer le directeur général». Les travailleurs ont dit «non» tant que les Willot ne seront pas devant nous ; bref, c'est la réponse du berger à la bergère : les Willot n'aiment pas la bagarre, paraît-il, alors s'ils veulent l'éviter, il faut qu'ils viennent et vite !»

Mercredi, à 17 h, la «retenue» n'était toujours pas levée, les Willot n'étant pas apparus...

Mercredi a donc été une journée chaude dans les Vosges. Gouvernement et frères Willot ne s'attendaient sans doute pas à cette brusque série d'actions. Depuis le 15 août, date de la reprise de l'empire Boussac, n'ont-ils pas tous utilisé les moyens les plus divers pour tenter de dissuader les travailleurs d'engager la bataille ?

Le plan Willot lui-même d'abord qui, pour illusionner les travailleurs, promettait le reclassement sûr, de

plusieurs centaines de travailleurs licenciés, dans des conditions avantageuses : les ouvriers des usines fermées de Vincey, les Grands Sables, de Rambervilliers ne se voyaient-ils pas offrir un autre emploi dans leurs usines même, rachetées par différentes entreprises ?

### LES WILLOT SURPRIS

Le «plan Vosges», peut-être encore plus que le plan Willot, était destiné lui aussi à tromper les «Boussac» : publié comme par hasard le jour même de l'annonce par les Willot de 1 500 licenciements, pour mieux atténuer cette mesure, ne promettait-il pas, lui, la création d'entreprises nouvelles, au nombre de dix ?

À ces mesures démagogiques, pour lesquelles la presse locale, les députés de la région, ont fait grande publicité, les Willot, pour casser toute révolte ont ajouté des méthodes directement répressives :

«Dans plusieurs usines, et notamment à Thaon», nous racontait un militant CFDT début septembre, «depuis 15 jours, les directeurs convoquent les travailleurs à chaque fois que sont prévues des assemblées générales en leur disant : «N'écoutez pas ces prophètes de malheur que sont les syndicats. Dé-

fendez votre emploi, oui, vous avez raison, mais surtout n'arrêtez pas le travail, il faut mettre toutes les chances de notre côté. Il ne faut pas faire peur aux Willot. Et en plus, si vous faites grève, il n'y aura pas d'implantation d'usines dans les Vosges. Il est vrai que les promesses de reconversion, d'une part, le chantage au dépôt de bilan pur et simple d'autre part, ont amené dans la dernière quinzaine d'août une hésitation des travailleurs licenciés et des autres, à s'engager dans la lutte».

Les obstacles décrits plus haut, sont-ils tous définitivement levés ? Certes pas, mais les actions menées mercredi montrent que les choses ont sensiblement évolué : il est significatif qu'aux côtés des licenciés, reprenant les formes de lutte dures de juin, se soient joints pour les soutenir des milliers de travailleurs «non menacés» tout au moins dans l'immédiat.

\*Les FTN (Filatures et Tissages de Nomexy) sont une des deux sociétés de Boussac, qui regroupe les usines de la vallée de la Moselle : Vincey, Igney, les Grands Sables, Charmes, Nomexy ; l'autre société, la Société Industrielle de Senones regroupe les usines de la vallée du Rabodeau.

## Pérou : la grève des mineurs continue

Au Pérou, les 45 000 mineurs qui sont en grève depuis un mois pour leurs revendications salariales et contre les licenciements ont décidé de poursuivre leur mouvement. Mercredi, dix mille mineurs qui manifestaient ont été attaqués par la police appuyée de véhicules blindés. Les flics ont lancé des grenades lacrymogènes et tiré, faisant plusieurs blessés.

## Afrique du Sud : rafle monstre au Cap

Mercredi, la police du pouvoir raciste a encerclé le ghetto noir de Crossroads près du Cap et a arrêté environ 400 personnes, en majorité des femmes. Il s'agit pour le gouvernement de Vorster d'expulser dans les bantoustans les familles des travailleurs et les chômeurs, pour n'autoriser dans les zones réservées aux blancs que la présence des travailleurs africains qui deviendraient ainsi des travailleurs immigrés dans leur propre pays.

## Allemagne de l'Est : 6 journalistes arrêtés

Six journalistes du journal est-allemand *Kausitzer Rundschau* ont été arrêtés. Ils avaient assorti la publication d'un discours du chef de l'Etat de commentaires critiques et ironiques du genre «Vous avez échoué dans le passé, vous échouerez dans l'avenir».

## Iran : grève générale maintenue

A Téhéran devant l'interdiction de tout rassemblement, les dirigeants de l'opposition religieuse ont décidé d'annuler les manifestations prévues pour jeudi. Mais la grève générale a été maintenue. Mercredi, des affrontements se sont produits dans la caserne d'Eshahabao : des tirs de mitrailleuses ont été entendus pendant vingt minutes. Alors qu'il s'agit probablement d'affrontements au sein de l'armée, la presse officielle a prétendu que cette caserne avait été attaquée par un commando armé de l'extérieur.

## Nicaragua : Somoza en accusation

Au Nicaragua, la grève générale continue, paralysant tout le pays. Des affrontements continuent dans de nombreux quartiers populaires que l'armée ne parvient pas à contrôler. Dans une conférence de presse, Somoza a à nouveau refusé de se démettre, prétendant qu'«en fait il avait le soutien du peuple». Le régime Somoza devait être mis en accusation jeudi par l'Organisation des Etats américains. Celle-ci se réunit en effet pour discuter du Nicaragua, à la demande du président du Venezuela. Celui-ci veut demander aux Etats-Unis et aux pays d'Amérique Latine de condamner le régime Somoza. D'autre part, des opposants du Nicaragua ont accusé les USA de fournir des armes à Somoza par l'intermédiaire d'Israël.

### LIBAN

Au Sud-Liban, les milices fascistes ont renforcé leurs positions dans les zones qu'elles contrôlent avec l'aide et la protection d'Israël. Le gouvernement libanais a retiré à Haddad et aux autres officiers fascistes tout commandement légal au Sud-Liban. Alors que ceux-ci ont mis obstacle à l'installation d'une colonne de l'armée libanaise, le gouvernement annonce qu'ils n'ont «plus qualité ou autorité pour agir au nom de l'armée libanaise».

### ALLEMAGNE

Willy Peter Stoll, membre de la «Faction armée rouge», accusé d'avoir participé à l'enlèvement de Schleyer l'année dernière a été tué par la police dans un restaurant à Düsseldorf.

### TUNISIE

49 syndicalistes détenus arbitrairement depuis janvier ont été mis en liberté provisoire la semaine dernière à l'occasion de la fin du Ramadan. La plupart d'entre eux, y compris la direction de l'UGTT pourraient être jugés le 14 septembre.

### ALLEMAGNE

Schmidt a, pour la première fois, protesté contre la campagne sur la présence d'espions soviétiques dans son parti : «C'est un énorme ballon lancé par l'opposition chrétienne-démocrate pour affaiblir le SPD» a-t-il déclaré. De son côté, Brandt avait mis en cause la C.I.A.